



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC) [2019-04-01 / 2019-04-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

**Lundi 1er avril.**

**Pascal Mukonkole :** « Nous demandons aux présidents des assemblées provinciales d'encourager les députés à collaborer avec la justice ». « Il y a certaines personnes, dont les députés provinciaux, qui sont invitées mais qui ne veulent pas répondre à l'invitation des magistrats instructeurs. Et pourtant ils sont invités comme renseignants pour fournir des informations qu'ils détiennent par rapport au déroulement des élections sénatoriales. Ils se réfugient derrière des immunités dont ils sont bénéficiaires. Nous rappelons qu'à l'état actuel de la procédure, ils ne sont pas appelés comme des accusés, mais comme des renseignants. Nous demandons aux présidents des assemblées provinciales de les encourager à collaborer avec la justice de leur pays », plaide Pascal Mukonkole Katambwe, procureur général près la Cour d'appel de la Gombe. Il rappelle que conformément à la loi, ces députés provinciaux sont passibles d'une peine de servitude pénale comme témoins défaillants. « La loi prévoit, en son article 19 du code de procédure pénale, que les témoins qui, sans justifier d'un motif de légitime d'excuse ne comparait pas, bien que cité régulièrement ou qui refuse de prêter serment ou de déposer quand il en a l'obligation, peut sans autre formalité, ni délai, et sans appel, être condamné par l'officier du ministère public, à une peine de servitude pénale, au paiement d'une amende », a dit le procureur général près la Cour d'appel de la Gombe.

**Elections à Butembo : trois témoins interpellés pour tentative de fraude.** Selon les sources policières, ces personnes sont soupçonnées de tentative de fraude. L'une d'entre elles, poursuit la même source, distribuait des jetons ayant le numéro d'un candidat aux potentiels électeurs à l'entrée des bureaux de vote. Les bureaux de vote ont fermé entre 17h et 17h30 dans la ville de Butembo où aucun incident majeur n'a été signalé pendant les opérations électorales. Selon Georgette Kibendelwa chef d'antenne locale de la Ceni, le dépouillement des bulletins de vote avait directement commencé dans plusieurs bureaux juste après le vote.

**Tanganyika : 39 cas de choléra enregistrés en six jours dans les sites des déplacés de Kalemie.** D'après les spécialistes, indique Ocha, le manque d'hygiène et la consommation de l'eau non potable seraient à la base de cette épidémie. Le territoire de Kalemie compte 12 sites de déplacés abritant près de 72 620 personnes. Cependant, moins de 35% seulement sont couverts par des activités humanitaires en cours dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement. Aucun autre acteur n'est en vue pour la poursuite des activités d'approvisionnement direct en eau potable dans tous ces sites, fait remarquer le document.

**Nord-Kivu : la société civile de Kitchanga dénonce les violences commises par les groupes armés.** La société civile de Kitchanga en territoire de Masisi (Nord-Kivu) dénonce les viols, vol, tueries, pillages et d'autres exactions que subissent les populations de cette partie de la province de la part des groupes armés locaux. Ces habitants affirment qu'ils sont abandonnés par les forces loyalistes qui restent passives face à l'activisme de ces groupes notamment le NDC/Rénové de Guidon. Ce groupe armé est en train de renforcer ses effectifs et occuper des villages, à l'issue des affrontements réguliers avec d'autres groupes rivaux tels que les Nyatura et les APCLS.

**Beni : seuls 3% des bureaux de vote avaient une femme dans sa direction (SYMOCCEL).** « L'atmosphère était paisible et calme aux alentours des bureaux de vote visités au moment de l'ouverture. La majorité des bureaux de vote ont 5 membres de bureau de vote et que seulement 3% de ces bureaux ont une femme membre de bureau de vote. Les observateurs de la mission ont noté la présence des policiers pour sécuriser les bureaux de vote. La plupart des bureaux de vote visités (soit 62%) par les observateurs de la mission ont ouvert à l'heure réglementaire », explique Emmanuel Kazadi, chef de mission de la Synergie des missions d'observation citoyenne des élections SYMOCEL à Beni. « En ce qui concerne la présence des observateurs et des témoins, les observateurs de la mission ont noté que dans tous les bureaux de vote visités, les témoins des partis politiques et les observateurs électoraux ont été admis et ont fait paisiblement leur travail de monitoring et d'observation électorale », note Emmanuel Kazadi.

**Le sculpteur Alfred Liyolo est décédé.** Le sculpteur et professeur à l'Académie des beaux-arts, Alfred Liyolo Limbe est décédé ce lundi 1er avril à Vienne, en Autriche à l'âge de 76 ans. Pour Frank Dikisongele, artiste peintre et enseignant à l'académie des beaux-arts : « Je l'ai eu comme directeur général et j'ai bénéficié de son expérience et de son encadrement. Me Liyolo est parmi ceux qui ont porté le flambeau de l'art plastique congolais à l'étranger. Il est resté compétiteur jusqu'au bout. Il a présenté ses œuvres d'art à travers le monde. Ici au pays, il a laissé pas mal de monuments », regrette Frank Dikisongele.

**Elections à Beni et Butembo : début du ramassage des plis.** Les bureaux de vote ont achevé le dépouillement des résultats des législatives nationales et provinciales tenues dimanche 31 mars et ont débuté avec le ramassage des plis à Beni et à Butembo, renseignent les responsables de la Ceni. Après la tenue des élections législatives partielles, les résultats provisoires sont déjà disponibles dans plusieurs centres de vote. C'est dans six jours, suivant le calendrier électoral, que pourrait prendre fin la compilation des résultats pour la ville de Butembo. Dans le territoire de Beni, le chef d'antenne locale de la CENI annonce également que les bureaux de vote qui ont déjà terminé l'opération de dépouillement acheminent les plis vers les centres locaux de compilation.

**Tshopo : les femmes plaident pour leur présence dans les instances publiques de prise de décision.** Les femmes politiques de la Tshopo ont sollicité samedi 30 mars l'implication des décideurs pour l'effectivité des 30% de représentation des femmes dans les instances gouvernementales de prise de décision. Cette recommandation a été formulée à la clôture de l'atelier organisé par le Salon politique de la femme (SAPOFEM) Tshopo. Une cinquantaine de femmes politiques et celles de la société civile y ont pris part.

**Éboulement d'une mine de cassitérite à Kalehe : les députés provinciaux plaident pour une exploitation semi-industrielle.** « Nous demandons au gouvernement de prendre ses responsabilités et de réguler le système de travail dans les sites miniers. Ce n'est pas normal qu'un ministre délivre un titre exploité par deux structures différentes. Cela crée des tensions parmi les exploitants. Le code minier prévoit que quand on arrive dans un site minier, à plus de 30m de profondeurs, on doit disposer du matériel semi-industriel pour permettre aux exploitants artisanaux de bien exploiter le site minier », rappelle Jacques Amani Kamanda, porte-parole du Caucus des députés provinciaux élus du territoire de Kalehe. Quatorze personnes ont été tuées le 27 mars dans l'éboulement d'une mine d'exploitation artisanale de cassitérite situé au carré minier de Kalimbi, dans le territoire de Kalehe, province du Sud-Kivu. Ces élus ont déploré la mort de ces creuseurs artisanaux.

**Arrêt momentané des activités académiques à l'ISP Bukavu.** Les membres des corps académique et administratif réclament le réajustement de leurs primes. Ils veulent percevoir cette prime fixée en dollars à l'équivalent en franc congolais du taux de change pratiqué sur le marché (environ 1 640 francs pour un dollar) et non pas au taux de 920 fc pour un dollar appliqué par le Comité de Gestion de cette institution d'enseignement supérieur.

**Programme d'urgence de 100 jours de Tshisekedi : évolution contrastée des travaux au Kongo-Central.** Parmi les travaux lancés figure la réhabilitation en cours des axes routiers Kisantu-Ngidinga-Kimvula et ceux de Mbanzangu/Gombe Matadi jusqu'à Nkamba. Cette route en terre battue est longue de 64km. Les sources de l'Office des routes ont confié lundi 1er avril à Radio Okapi que seuls 40 km de route seront réhabilités. Concernant la route Boma-Moanda inscrite aussi dans ce programme d'urgence, les travaux d'asphaltage n'ont pas encore débuté, signalent les usagers de cette route. Certaines routes concernées par ce programme n'ont pas encore connu un début d'exécution des travaux. C'est le cas de la route Materna/Tshela longue de près de 200 km.

**Kwilu : le tronçon de route coupé entre Kinshasa-Kikwit pénalise les opérateurs économiques, selon la FEC.** «L'endommagement de ce tronçon paralyse la circulation, alors que les opérateurs économiques du secteur de transport

paient normalement les frais de Foner [Fonds national d'entretien routier] », déplore le président de la FEC de la ville de Kikwit, Mifaba Katembo. Cette route est coupée depuis quelques semaines au Point Kilométrique 525, en plein centre-ville de Kikwit. Les véhicules des opérateurs économiques sont obligés d'engager beaucoup de dépenses en contournant les embouteillages, pour acheminer les marchandises soit vers Kinshasa ou vers les Kasai.

**Kasai: accusé d'avoir participé au meurtre des experts de l'ONU, Jean Bosco Mukanda clame son innocence.** Le ministère public accuse M. Mukanda d'avoir participé au meurtre de Zaida Catalan et Michael Sharp avec les treize autres personnes poursuivies dans ce dossier. Mais l'ancien témoin-vedette à ce procès clame son innocence. Pour examiner cette accusation de participation criminelle, le tribunal fait confronter Jean Bosco Muanda avec les autres prévenus. Ce lundi, c'est Ilunga Lumu qui lui a fait face. Lumu est le premier prévenu qui a relaté au tribunal l'exécution des deux experts de l'ONU, en mettant en exergue le rôle joué par M. Mukanda. Au cours de l'audience de lundi, il a réitéré ses accusations contre l'ancien témoin-vedette. Le prévenu Ilunga Lumu accuse notamment Mukanda d'avoir distribué aux miliciens les cartouches qui ont servi pour tuer les experts. Il affirme également que c'est l'ancien témoin vedette qui a ordonné de tirer sur Zaida Catalan et Michael Sharp. Ilunga Lumu fait savoir que la voix que l'on entend dans la vidéo de l'exécution des experts en train de donner des ordres est celle de Jean Bosco Mukanda. Ce dernier rejette toutes ces accusations.

**Corruption aux sénatoriales : plaidoyer pour la poursuite des enquêtes.** « Nous lançons l'appel au procureur de poursuivre les investigations et nous comptons sur les résultats qui proviendront de ce côté-là. Une fois qu'on aura conclu, soit favorablement ou défavorablement, en ce moment-là, on va tendre de plus en plus vers une gestion qui exige de nous tous une redevabilité et une certaine responsabilité », a indiqué le député Pasy Zapamba, président du Réseau de Parlementaires africains. Il a estimé qu'on ne peut combattre la corruption qui s'est institutionnalisée en RDC que par une justice équitable avec des sanctions exemplaires pour toute la société. Par ailleurs, le Réseau de parlementaires africains contre la corruption salue la décision du président de la République de lever la mesure suspendant l'installation des sénateurs nouvellement élus.

**Législatives partielles à Yumbi : début de compilation des résultats.** Le chef d'antenne de la Ceni de Yumbi dit ne pas savoir combien de temps prendra cette opération. Il attend les orientations qui viendront du bureau national à Kinshasa, pour la suite des opérations. Le jour du vote, dimanche 31 mars, un candidat député national à Bongende a menacé les électeurs, pour les inciter à voter pour lui. Un autre incident : la présence de plusieurs mineurs qui ont voté avec des duplicatas des cartes d'électeur, selon des observateurs. Mais la Ceni, elle, ne signale aucun incident majeur.

**Mardi 2 avril.**

**Traque des ADF au Nord-Kivu : la Monusco réaffirme son engagement à appuyer les Fardc.** « Nos échanges avec le général [Amisi], c'était pour lui parler du travail que nous faisons ici, mais aussi parler de la zone dans laquelle nous travaillons. Je lui ai également parlé des opérations militaires que nous avons déjà menées avec les Fardc, mais aussi de la nouvelle résolution sur le mandat de la Monusco. Pour cela, je lui ai également dit que le travail continue encore car l'ADF est encore actif et continu à inquiéter la population et pour cela le travail doit se poursuivre. Nous sommes ensemble et nous continuerons de travailler ensemble et à partir d'aujourd'hui nous planifions la poursuite du travail. On a momentanément arrêté pour appuyer la sécurisation des élections et comme ce processus est passé la traque contre l'ADF a repris » », a déclaré le général Patrick Dube, commandant de cette force de la Mission onusienne.

**Kolwezi : découverte de 13 corps des creuseurs artisanaux des minerais coincés sous terre.** Treize corps des creuseurs clandestins morts dans un éboulement de terre survenu le vendredi 29 mars à la carrière minière Kov appartenant à l'entreprise minière KCC ont été sortis des décombres lundi 1er avril à Kolwezi. Les victimes travaillaient nuitamment dans cette carrière lorsque l'irréparable est arrivé. Certains creuseurs indiquent que le bilan pourrait s'alourdir car les creuseurs étaient nombreux. L'entreprise KCC avait déjà interdit l'exploitation des minerais dans cette carrière par les clandestins.

**Haut-Katanga : le chef Kankumbwa et son épouse tabassés après l'incendie des maisons des villageois.** Des hommes non identifiés ont fait incursion au village Kankumbwa, dans la nuit de dimanche 31 mars, incendiant des maisons avant de s'enfuir dans la forêt. Un enfant de 7 ans a été calciné. Ce qui a suscité la colère des habitants. Considérant qu'ils n'ont pas été protégés, ils s'en sont pris à leur chef et à son épouse qu'ils ont tabassés. Ils ont aussi incendié leur maison. Ces informations sont confirmées par l'administrateur du territoire de Pweto, la société civile et l'ONG Héritage d'Afrique. « On a enregistré une centaine d'hommes et femmes arrêtés. Ces arrestations ont occasionné un déplacement massif de la population. », renseigne Patrice Ilunga, responsable intérimaire du cadre de concertation de la société civile.

**Nord-Kivu : 2 corps découverts dans le parc des Virunga.** Deux corps de jeunes filles ont été découverts lundi 1er avril matin dans la région de Kibati dans le parc des Virunga. Ces personnes, des gardes-parcs travaillant pour le compte de l'ICCN, ont été atteintes par des tirs de balles réelles. Une autre personne a été grièvement blessée dans cette partie du parc des Virunga. Toutes ces personnes font partie d'une organisation locale, partenaire de l'ICCN. Ce sont en général des porteurs des bagages pour les touristes. Ils effectuent aussi régulièrement des travaux d'entretien des pistes pour l'ICCN. Sous le sceau de l'anonymat, des sources affirment que ces personnes sont tombées sous les balles de l'armée en opération dans le parc.

« **Me Liyolo a été une source d'inspiration pour plusieurs générations dans son domaine** », estime **Félix Tshisekedi**. « Je salue la mémoire de Me Liyolo qui vient de nous quitter. Il a été une source d'inspiration pour plusieurs générations dans son domaine. Je me joins à tous mes compatriotes pour exprimer ma compassion et mes sincères condoléances à sa famille biologique », regrette Félix Tshisekedi dans un message diffusé sur le compte Twitter de la Présidence de la République.

**Des fonds déjà disponibles pour la paie de 11 000 policiers.** La Présidence de la République a décaissé des fonds pour payer les soldes des policiers jusque-là impayés, a affirmé le général Célestin Bengama, Selon lui, ce sont les procédures bancaires et les mutations politiques qui ont retardé le paiement de ces hommes. Ces policiers qui proviennent des centres de formation avaient été déployés à travers la République dans le cadre de la sécurisation du processus électoral. Depuis leur arrivée, ils se plaignaient de n'avoir pas perçu leurs soldes.

**200 miliciens Maï-Maï déposent les armes dans la Tshopo.** Au moins 200 miliciens Maï-Maï du groupe Les Revendiquants ont déposé les armes lundi 1er avril à Lowa (Tshopo) auprès du colonel Fardc chargé des opérations. Ces miliciens s'affrontaient avec les soldats des Forces armées de la RDC. Un calme règne depuis près d'une semaine. Et la population regagne timidement la cité et les villages environnants. A l'origine de cette accalmie, la médiation initiée par l'administrateur du territoire pour appeler les Fardc et les Maï-Maï à arrêter les affrontements. La sécurité est rétablie à Lowa sous contrôle des Fardc.

**Rougeole en RDC : 761 décès depuis janvier 2019.** Le nombre de cas suspects de rougeole durant la même période est évalué à 41.720 et 22 zones de santé sont actuellement en épidémie confirmée par le laboratoire dans 14 des 26 provinces du pays. L'OMS va appuyer, avec les autres partenaires la RDC, l'organisation des campagnes de riposte d'urgence dans les zones concernées pour contrôler la situation.

**Masisi : 57 femmes violées en 3 mois à Bashali Mokoto (Police).** Le rapport de la Police explique que ces actes ont été commis par au moins 279 combattants des groupes NDC/Rénové de Guidon, Nyatura de Kavumbi, ainsi que des combattants Bohoza, du groupe d'Apollo. Les victimes pour la plupart, ont été trouvées dans leurs champs. « Dans notre chefferie de Bashali, la femme continue à être victime de la violence. Il suffit qu'une femme parcourt 4 à 5 m de chez elle, elle est victime des violences des combattants qui nous entourent. Il y a même d'autres femmes violées qui ne donnent pas l'information, elles ont peur d'être répudiées par leurs maris. Celles qui arrivent chez nous, nous les orientons vers les hôpitaux », a fait savoir Mme Ndoole Bihango, coordinatrice des associations féminines à Kitshanga. Hormis les cas de viols, les sources locales parlent d'au moins 300 personnes tuées dans cette zone, durant la même période, dont plus de 100 civils.

**Ituri : les Fardc ont neutralisé 38 miliciens à Mambasa en deux mois.** Les Forces armées de la RDC ont tué trente-huit Maï-Maï Simba dans les collectivités des Babila Babombi et Bombo dans le territoire de Mambasa (Ituri). Les opérations militaires de traque des Maï-Maï dans le Sud et l'Ouest de Mambasa en pleine forêt équatoriale sont en cours depuis le 28 janvier dernier. L'objectif est de mettre fin à toute présence des groupes armés dans le territoire de Mambasa.

**Un bon diagnostic de l'autisme permet une meilleure prise en charge, selon le professeur Mukau.** Plus tôt l'autisme est diagnostiqué chez l'enfant, mieux sa prise en charge peut améliorer le reste de sa vie, a conseillé mardi 2 avril, le professeur Joachim Mukau, membre de l'ASBL Congo Autisme. A l'occasion de la journée mondiale de l'autisme, cette ONG a organisé une conférence ayant pour thème : « Amélioration de l'inclusion des personnes vivant avec l'autisme en RDC ».

**Mercredi 3 mars.**

**Félix Tshisekedi aux États-Unis, l'économie en bonne place dans les discussions (Analystes).** Le président de la République, Félix Tshisekedi, entame du 3 au 5 avril 2019 une visite de travail aux États-Unis. C'est sa première sortie

officielle hors de l'Afrique depuis son investiture comme Chef de l'Etat congolais en janvier dernier. Son voyage devrait permettre d'aborder les questions liées à la sécurité et la création d'emplois pour les Congolais en attirant plus d'investissements américains, estiment des analystes. « Nous sommes très honorés que le chef de l'État ait pensé à nous. C'est un signal positif pour voir comment, on peut davantage attirer des investissements dans notre pays », indique John Kanyoni, vice-président de la chambre des Mines de la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Il fait partie de la délégation présidentielle qui se rend à Washington. John Kanyoni présume que le chef de l'État va rencontrer beaucoup d'investisseurs potentiels sur place à Washington. Une occasion pour la FEC de les inciter à venir en RDC. Pour l'ambassadeur américain en RDC, la décision du président Félix Tshisekedi de faire de Washington sa première étape reflète : « Notre engagement commun envers un Congo plus paisible et plus prospère ». "Cette visite offrira, avait-t-il ajouté, l'occasion d'examiner plus en détail notre intérêt commun à lutter contre la corruption, à respecter les droits de l'homme, à améliorer les services de santé et d'éducation pour le peuple congolais".

**Beni : une trentaine de civils kidnappés au cours d'une incursion des ADF.** Selon la société civile, une trentaine de civils ont été kidnappés ce mercredi matin 3 avril matin à la suite d'une incursion des rebelles ADF dans la localité de Samboko, à l'est de la commune rurale d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Noella Muliwavyo, présidente de la société civile du territoire de Beni, appelle les Fardc et la Monusco à intensifier des opérations militaires contre les ADF pour pacifier la zone. Elle les invite également à prendre des précautions pour protéger la population civile se trouvant à l'ouest d'Oicha devenu à ses yeux la cible des ADF.

**Nord-Kivu : Kavumbi, le chef d'une faction des Nyatura s'est rendu aux Fardc.** Avec lui, 39 de ses hommes munis de plusieurs armes. Dans un récent rapport de la police, parvenu à Radio Okapi, 39 combattants de Kavumbi, sont accusés de viols d'au moins 7 femmes sur les 60 enregistrées dans le groupement Bashali Mokoto, au début de cette année. Le rapport souligne que le chef Kavumbi aurait lui-même assisté en février dernier, au viol d'au moins 2 femmes, par 15 de ses miliciens dans les alentours de Busoro.

**Maï-Ndombe : six personnes incarcérées à Yumbi, en attente d'être transférées à Kinshasa.** Ces prévenus, arrêtés sur dénonciation de leurs présumées victimes, devraient être transférés à Kinshasa. Toutes ces victimes sont des rescapés des tueries de décembre dernier perpétrées à Yumbi. Elles vivaient, au moment des tueries, dans les localités de Bongende, Nkolo I et Nkolo II, précise la source. Leurs présumés bourreaux sont accusés d'assassinats, des pillages et destructions des maisons ainsi que des menaces de mort. Tous les six sont d'une même ethnie. Ils seront transférés à Kinshasa dans les prochains jours. Une autre source toujours sur place à Yumbi, explique que ces personnes viendront s'ajouter à celles qui sont déjà incarcérées à la prison militaire de Ndolo.

**L'OMS s'inquiète de la rapide propagation d'Ebola en RDC.** Mardi 2 avril à Genève, l'OMS a indiqué que le nombre de cas avait augmenté à un rythme jamais atteint en 8 mois. En fin mars, le ministère de la santé avait annoncé que l'épidémie à virus Ebola qui sévit dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri depuis huit mois venait de dépasser le seuil de mille cas, dont 629 décès et 321 personnes guéries ainsi que 65 cas probables. Le ministère de la santé annonce que 180 cas suspects sont en cours d'investigation et qu'un agent de santé se retrouve parmi les nouveaux cas confirmés de la maladie à virus Ebola. Selon la même source, le cumul des cas confirmés et probables parmi les agents de santé est de 81 soit 7,4 % de l'ensemble des cas dont 28 décès. La dixième épidémie d'Ebola en RDC a été déclarée en août 2018, dans l'est de la République démocratique du Congo. Depuis lors, plus de 1000 cas ont été recensés.

**Criminalité à Kinshasa : le gouverneur intérimaire invite le pouvoir judiciaire à punir les hors-la-loi.** Lundi 1er avril, 263 présumés malfaiteurs ont été présentés par l'unité de la police de lutte contre la criminalité et le trafic des stupéfiants à l'État-major du commissariat provincial de la police à Kinshasa. Parmi les accusés, les bandits armés soupçonnés d'être les auteurs de plusieurs meurtres, enlèvements, extorsion et vols des véhicules ainsi que des délinquants appelés communément Kulunas. « Chaque fois que nous arrêtons les inciviques, nous sommes obligés de les transférer à un autre pouvoir qui est le pouvoir judiciaire. Donc nous demandons la collaboration de nos amis de la justice pour punir ces gens qui tenteront de faire comme eux », a lancé le gouverneur intérimaire, Clément Bafiba, lors de la présentation de ces présumés criminels.

**Haut-Katanga : la mise en garde de la police aux bandits armés.** Le commissariat provincial de la police nationale congolaise (PNC) dans le Haut Katanga demande à tous ceux qui détiennent des armes légères et des munitions à les déposer aux bureaux de la police les plus proches de leurs résidences. Au cours d'une conférence de presse organisée mardi à Lubumbashi, le porte-parole de la PNC dans cette province a mis en garde les bandits armés qui sèment l'insécurité. Parmi ces mesures, il y a d'abord la traque des personnes détenant des armes de manière illégale.

**Kananga : les fonctionnaires dénoncent des ponctions sur leurs salaires.** Au Kasai central, certains agents de la Fonction Publique se plaignent de ponctions opérées sur leurs salaires du mois de mars 2019. Le gérant de la Banque Commerciale du Congo à Kananga affirme que les agents de l'Etat sont informés de verser mensuellement 1740 FC pour la carte et 1000 FC pour les SMS. "Pour ne l'avoir pas fait pendant plusieurs mois, ils sont aujourd'hui victimes des coupes cumulées au niveau du système informatique", explique-t-il.

**Ituri : Gabriel Amisi interdit aux militaires et policiers l'exploitation minière.** Les militaires sont souvent accusés d'être mêlés à l'exploitation minière dans les postes frontaliers. En dehors de l'exploitation minière, des pratiques de prêts des sommes d'argent avec intérêts, communément appelé « Banque Lambert », sont aussi prohibées, entre les officiers et les hommes de troupe, a censuré le général Amisi. « Il y a une multitude de barrières tracassières dans notre pays. Hier [mardi 2 avril], nous avons arrêté un soldat en train de rançonner la population. On lui demande qui l'a autorisé à ériger une barrière, il me regarde comme un porc. Avant de laisser passer un motard, on lui paye 500 Fc (0,31 USD), et lui perçoit l'argent. Tout celui qui se livre à ces genres des tracasseries, nous allons l'arrêter », a-t-il prévenu.

**Félix Tshisekedi à Washington : la relance du projet Inga III au menu des échanges.** Concernant par exemple le projet Inga III, 11 050 mégawatts devront être produits, pour un coût d'environ 22 milliards USD. Plusieurs analystes estiment que le choix de Félix Tshisekedi de se rendre aux Etats-Unis, pour son premier voyage officiel, en dehors de l'Afrique, s'inscrit justement dans le cadre de recherche de partenariat, pour redynamiser le projet Inga III. Ce projet est capital pour la RDC, pour tenter de résoudre, tant soit peu le problème de l'électrification. En RDC, seuls moins de 10% des habitants ont accès à l'électricité. Depuis 2016, le projet piétine. La Banque mondiale, alors principale bailleur de fonds, avait brutalement suspendu sa participation au projet (sous forme d'un don de plusieurs dizaines de millions de dollars), reprochant aux autorités d'avoir donné « au projet une orientation stratégique différente » de ce qui avait été convenu initialement.

**Jeudi 4 avril.**

**Félix Tshisekedi : « Je suis plus que déterminé à engager la RDC sur une voie de la modernité ».** « Je suis plus que déterminé à engager mon pays, la RDC sur une voie de la modernité. Et donc je peux vous dire que les réformes vont continuer, mais aussi des progrès politiques et économiques. Le but que j'ai c'est de faire de la RDC le fer de lance des pays d'Afrique », a promis Félix Tshisekedi. Pour lui, le pays a des atouts pour atteindre cet objectif. « Mon pays a énormément des potentialités et une possibilité d'évoluer très rapidement dans le bon sens. Malheureusement, maintenant il est handicapé d'abord par un problème de sécurité, également un problème de corruption endémique et un problème de structuration de son administration qui est très faible. Nos priorités vont aller dans ce sens pour remettre au centre de l'action l'homme Congolais », a indiqué M. Tshisekedi. Il poursuit : « Nous voulons avoir des structures solides. Ainsi nous pouvons investir dans l'éducation et la santé et en améliorant notre administration, nous pouvons rassurer les investisseurs parce que nous allons améliorer le climat des affaires. C'est ce qui explique ma présence ici aux États-Unis qui sont le premier pays hors Afrique que j'ai voulu visiter. Nous voulons consolider notre amitié avec les États-Unis et en faire un partenariat gagnant-gagnant ».

**En RDC, "les zones à déminer sont encore énormes", affirme Sudi Alimasi.** "Les mines sont une réalité dans notre pays et il faut que les gens s'en rappellent et que la lutte puisse continuer efficacement dans tous ses piliers", a déclaré jeudi 4 avril Me Sudi Alimasi Kimputu, coordonnateur national du Centre congolais de lutte anti-mines. D'après lui, "les zones à déminer sont encore énormes" dans le pays. "En cette journée du 4 avril, on se souvient des victimes et on rappelle à toute la communauté que toutes ces victimes ont besoin de l'assistance. Nous saisissons toutes les instances pour leur dire que ce fléau est une réalité et que nous devons nous retrouver ensemble dans une sorte de coalition pour mettre fin à ce phénomène dans notre pays », recommande Me Sudi Alimasi Kimputu. Il fait remarquer que la structure qu'il dirige éprouve des difficultés financières. «Le financement dans la lutte anti-mines est en train de décroître. Et nous en appelons à tous les partenaires nationaux et internationaux pour qu'ils puissent accompagner la RDC. Ce n'est pas de la mendicité parce que la convention exige à ce que les autres Etats et les autres partenaires étatiques et non étatiques puissent apporter leur contribution à la lutte contre les mines antipersonnel et les restes des explosifs de guerre », précise Me Sudi Alimasi Kimputu.

**La RDC et l'entreprise américaine Barrick Gold confirment leur partenariat dans le secteur aurifère.** Dans son adresse aux investisseurs américains, Félix Tshisekedi, a déclaré que la RDC est « potentiellement le pays le plus riche au monde en termes de ressources naturelles, mais reste l'un des plus pauvres. ». « L'une des priorités de l'administration du président Félix Tshisekedi est de mener à bien les réformes économiques et financières, ainsi que le développement avec l'aide de la communauté internationale, en particulier les Etats-Unis », a souligné le chef de l'État congolais. John Thornton

s'est dit encouragé par la vision du président congolais d'attirer les investissements étrangers et d'appuyer le développement de l'industrie minière de la RDC, dans un esprit de partenariat. Barrick exploite Kibali Gold en RDC, l'une des dix plus grandes mines d'or au monde. Avec son partenaire dans cette entreprise commune, AngloGold Ashanti, Barrick est l'un des principaux investisseurs du pays.

**Tibor Nagy : « Je baptise l'année 2019, l'année de la RDC ».** « L'année passée, nous avons pu constater de nombreux développements positifs en Afrique. En ce qui me concerne, j'ai baptisé l'année 2018, l'année de l'Ethiopie. Je baptise l'année 2019, l'année de la RDC. Parce que pour la première fois de son histoire, la RDC sera véritablement démocratique et véritablement une République », a lancé le sous-secrétaire d'État américain aux affaires africaines Tibor Nagy, lors de ses échanges avec le Président Félix-Antoine Tshisekedi. « Je voudrais me borner à citer essentiellement quelques réalisations que vous avez accomplies depuis votre investiture. Vous avez amélioré vos relations avec le Rwanda et l'Ouganda, vous avez été élu 2e vice-Président à l'Union africaine, vous avez tendu la main à la société civile, vous avez donné l'ordre aux forces de l'ordre de ne pas bloquer les manifestations de l'opposition, vous avez demandé la fin des arrestations arbitraires, vous avez libéré des centaines des prisonniers politiques, vous avez arrêté et poursuivi en justice des agents de police qui ont fait usage excessif de la force, vous avez fermé des installations carcérales gérées par des forces de l'ordre incontrôlées, vous avez suspendu des hauts responsables accusés de corruption », égrène Tibor Nagy. Mais il prévient le Président congolais. Les Etats-Unis attendent la suite.

**Tshisekedi et Pompeo ont échangé sur la promotion de la sécurité et l'attraction des investissements américains en RDC.** Les deux personnalités ont discuté de l'avenir des relations entre les États-Unis et la RDC après le transfert historique du pouvoir du pays plus tôt cette année et ont exprimé leur intérêt commun pour un partenariat visant à offrir au peuple congolais un avenir meilleur et plus prospère. Le secrétaire Pompeo a exprimé son soutien au programme de changement du président Tshisekedi axé sur la lutte contre la corruption, le renforcement de la gouvernance, la promotion des droits de l'homme et de l'obligation de rendre des comptes pour les abus et violations des droits de l'homme, indique le communiqué. Le président Tshisekedi s'est engagé en faveur de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme, de la mise en place d'institutions transparentes et de la lutte contre la corruption en RDC. Ils ont également discuté de l'importance d'un développement durable et responsable des ressources naturelles, de la lutte contre l'épidémie actuelle d'Ebola et de la réponse aux crises humanitaires.

**La coopération militaire, les infrastructures et la gouvernance au centre de l'entretien Félix Tshisekedi-Didier Reynders.** Le Président Félix-Tshisekedi, en séjour de travail aux Etats-Unis a échangé mercredi 3 avril avec le ministre belge des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders, sur la coopération militaire et la gouvernance. « Entretien à Washington avec le Président de la RDC : situation politique, relations bilatérales renforcées, coopération militaire, infrastructures, gouvernance... La Belgique est prête à reprendre 'une relation bilatérale normale' avec le Congo ».

**Le bateau Kokolo a accosté mercredi au port public de Kisangani.** Le dernier voyage d'ITB Kokolo, entre Kinshasa et Kisangani, remonte au mois de mars 2018. Pour les opérateurs économiques, une année d'intervalle a causé des préjudices pour les opérateurs du secteur, a souligné pour sa part, Raymond Mokeni, Président de la FEC de l'ancienne province Orientale. « Cela a créé beaucoup de manque à gagner. Il y a certaines femmes qui font les va-et-vient avec le haricot et d'autres marchandises. Elles qui misaient sur les fréquences de ce bateau d'aller à Kinshasa et de Kinshasa à Kisangani, mais tout d'un coup il a disparu de la circulation », a déploré Raymond Mokeni.

**Haut Katanga : vérification des comptes bancaires des entités territoriales décentralisées.** L'objectif est de voir si les numéros des comptes bancaires sont aux noms des individus ou de ces institutions en vue des versements par les entreprises minières. En initiant ce contrôle, l'assemblée provinciale veut s'assurer réellement que les comptes sont au nom des institutions et non pas des individus.

**La FEC favorable à la protection des investisseurs et au respect du SMIG.** La Fédération des entreprises du Congo (FEC) condamne la reprise cette semaine de la grève des travailleurs des commerces tenus par les expatriés dans la ville de Kinshasa. Pour la FEC, cette grève est illégale et viole le protocole d'accord signé il y a quelques jours entre les travailleurs et leurs employés et qui reprogramme l'application par paliers du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). Cet accord résulte des innovations contenues dans le décret du premier ministre signé le 22 mai 2018 sur la fixation du SMIG.

Parmi ces innovations, il y a entre autres : - Le taux journalier du SMIG qui passe de 1.680 FC à 7.075 FC par jour pour le travailleur manœuvre ordinaire. - L'application du SMIG par pallier, dont le premier prend effet au 1er janvier 2018, le deuxième au 1er juillet 2018 et le troisième au 1er janvier 2019. En chiffres ces trois paliers représentent respectivement

2.358,33 FC, 4.716,66 FC et 7.075 FC - La fixation des paliers particuliers pour les entreprises du secteur agro-industriel et pastoral se présente comme ci-après : 1.768,75 FC payables à partir du 1er janvier 2018, 3.537,50 FC payables à partir du 1er juillet 2018, 5.306,25 FC payables à partir du 1er janvier 2019 et la totalité de 7.075 FC payables à partir du 1er juillet 2019 - Le taux journalier des allocations familiales passe de 1/10ème à 1/27ème par enfant du salaire minimum du manœuvre ordinaire suivant le palier applicable, respectivement: 87,3 FC, 174,6 FC et 262 FC.

**Haut Katanga : une recrudescence des viols de mineures observée à Kambove.** A Kambove, les filles mineures âgées de 12 à 16 sont victimes des viols, selon le rapport de l'antenne locale de la société civile du Congo. Le coordonnateur de cette structure citoyenne explique qu'en l'espace d'un mois, quatre mineures ont été violées dans la communauté. Il déplore le fait que ces actes sont commis sur le chemin de l'école. La société civile note par ailleurs que la prise en charge médicale des victimes se fait difficilement à cause du manque des kits appropriés, selon les explications qui lui ont été fournies par certains membres du personnel soignant.

**Sénatoriales : « Il n'est pas honnête de discréditer tout un processus à cause de quelques cas isolés de corruption ».** André Atundu, cadre du Front commun pour le Congo et candidat malheureux aux élections sénatoriales du 15 mars a estimé mercredi en conférence de presse « qu'il n'est pas honnête de discréditer tout un processus à cause de quelques cas isolés de corruption ». Alain Atundu salue la levée de la mesure suspendant l'installation du Sénat et invite toute personne détenant des preuves de corruption à saisir la justice.

**Lubumbashi : l'ONG Justicia appelle à l'arrestation de Gédéon Kyungu Mutanga.** Pour l'ONG Justicia Asbl, l'ancien chef de guerre Kyungu Gédéon condamné à la peine de mort en 2010 pour crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme et qui s'était évadé, devrait retourner en prison. Cette ONG appelle la justice à enquêter sur un nouveau recrutement des miliciens qui serait attribué à Gédéon. De son côté, le Mouvement des indépendantistes et révolutionnaires africains, (MIRA), parti politique de Gédéon Kyungu, rejette ces accusations et appelle à privilégier la paix.

**Journée internationale de lutte anti-mines : journée portes ouvertes au CHP Shirika La Umoja.** Ce centre de santé héberge essentiellement des personnes victimes des amputations des membres dues à la guerre. Sur 100 personnes amputées au Nord-Kivu, 80% sont des blessés par balles, selon Dr Justin Murabaza, médecin au Centre pour handicapés physiques Shirika La Umoja de Goma.

**Elections municipales et locales : les femmes politiques déplorent le retard dans la convocation de l'électorat.** « C'est une pression que nous faisons sur le pouvoir en place, à travers la Ceni, chargée d'organiser les élections. Quand vous suivez de près le calendrier électoral, c'est le 18 mars 2019 qu'on devrait convoquer l'électorat pour les élections communales et locales. Ça n'a pas été fait. C'est pourquoi nous faisons pression pour qu'on ouvre les bureaux de réception et de traitement des candidatures », a fait savoir la secrétaire de la ligue des femmes congolaises pour les élections, Thérèse Dikangu. Pour sa part, le directeur de la sensibilisation à la Ceni, Désiré Molekela, a affirmé qu'un nouveau calendrier pourra être publié.

**Kongo-Central : modernisation du tronçon Boma-Moanda, 22 km déjà exécutés.** Les entreprises Crek 7 et Guamping international sont chargées d'exécuter les travaux de modernisation de la route Boma-Moanda, qui est en terre battue.

**Kikwit : les élèves de l'Institut technique agricole de Lukolela manifestent pour exiger la libération de leur préfet.** Ces élèves, accompagnés de leurs enseignants, réclamaient la libération de leur préfet arrêté depuis mardi 2 avril et gardé au parquet près le tribunal de paix de Kikwit dans une affaire de conflit foncier qui oppose deux écoles. Au moins dix élèves ont été légèrement blessés au cours de cette manifestation. Laurent Kibondo, le responsable de la province éducationnelle, pense que ce problème peut être traité sans recourir à la justice.

**Plus de 2 700 victimes des mines antipersonnel documentées depuis 2002.** Le Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Basile Olongo, a réaffirmé la détermination du gouvernement à poursuivre la mise en œuvre des conventions internationales de lutte anti-mines pour débarrasser le pays de « ces engins de la mort ». Selon lui, les mines antipersonnel et les restes explosifs de guerre constituent aussi une menace sécuritaire pour la population innocente.

**A Washington, Félix Tshisekedi invite les investisseurs américains à venir en RDC.** Il a garanti un climat d'affaires propice aux investisseurs américains qui aimeraient s'implanter dans son pays, renseigne le tweet de la présidence. Pendant son séjour, le sénateur américain James Inhofe (Président de la Commission des Armées et armements) a reçu le président

congolais. Mercredi 3 avril, le secrétaire d'État américain Michael R. Pompeo avait échangé avec le président de la RDC, sur la promotion de la stabilité et de la sécurité et l'attraction des investissements américains en RDC. A l'issue de l'échange entre les deux personnalités, le président Tshisekedi s'est engagé en faveur de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme, de la mise en place d'institutions transparentes et de la lutte contre la corruption en RDC.

#### **Vendredi 5 avril.**

**Meurtre des experts de l'ONU : Jean Bosco Mukanda «pourrait conduire aux personnalités qui auraient donné l'ordre de faire exécuter les experts», affirme le général Mukunto.** Jean Bosco Mukanda est passé du statut de témoin vedette à celui de principal accusé. Selon vous, quel rôle il a joué dans le meurtre des experts de l'ONU ? Jean Bosco Mukanda me semble être l'acteur principal du drame de Moyo Musuila. On le retrouve en amont, on le retrouve au centre et on le retrouve en aval. En amont, dans la mesure où c'est lui qui était en contact avec des gens qui étaient à Kananga. Également en amont parce que c'est lui qui aurait- je dis bien qui aurait parce que c'est le verdict qui nous le précisera- incité les miliciens qui étaient à Moto Musuila. Au centre, parce qu'on le retrouve sur le lieu d'exécution. C'est lui qui dote les miliciens des munitions des calibres douze. Sur la vidéo, on entend clairement sa voix donner des ordres au lieu d'exécution. Et en aval, selon les déclarations de Manga Vincent, c'est lui qui explique un peu aux miliciens réunis au tshiota les bien-fondés de l'acte qu'ils venaient de poser, qui allait leur ouvrir un avenir meilleur où ils seraient récompensés avec des biens matériels. Et, toujours en aval, on le trouve très actif après le meurtre des experts. Il apparaît comme celui qui renseigne. En réalité, il se déploie pour essayer d'effacer les traces. Donc, pour moi c'est le principal acteur et celui qui pourrait éventuellement nous conduire, si cette personne ou certaines personnalités existent, aux personnalités qui, à Kananga ou ailleurs, lui auraient donné l'ordre de faire exécuter les experts.

**Les déplacés de retour à Yumbi « traumatisés » par les tombes en pleine cité.** Des personnes réfugiées sur les îlots et au Congo Brazza regagnent progressivement la cité de Yumbi, dans la province de Mai-Ndombe. Mais, elles déplorent les conditions de vie trouvées après des affrontements entre les tribus Banunu et Batende, ayant fait environ 890 morts selon l'ONU. Sur place à Yumbi, quelques personnes retournées se disent traumatisées par les tombes qu'ils rencontrent en pleine cité. « Dans notre parcelle, plusieurs personnes qui sont mortes sont enterrées dans la cour. Je vois les tombes devant l'entrée de la maison. C'est ça qui nous traumatise », témoigne Patience Mikengo, habitante de Bongende. Bongende Yumbi et Nkolo, sont les trois localités qui ont été les théâtres des scènes de violences. 1 500 maisons devront être reconstruites à Yumbi, Nkolo et Bongende.

**Sankuru : la tension monte à Lusambo à l'approche de l'élection du gouverneur de province.** Dans la province du Sankuru, des témoins ont observé des mouvements des habitants de Lusambo qui fuient la ville pour se mettre à l'abri dans la forêt, depuis le weekend dernier. Ils disent redouter des violences le jour de vote du gouverneur. Sur place, de jeunes gens hostiles à la candidature de Lambert Mende, promettent des troubles, si ce dernier arrivait à Lusambo. Les mêmes sources indiquent que des jeunes gens traversent la rivière Sankuru, par dizaines, tous les jours et se rendent du côté de Dimbelenge, où ils passent par des pratiques fétichistes, qui leur confèreraient l'invulnérabilité. Le député provincial Justin Omokala, chargé de la campagne du candidat Lambert Mende, parle de simples agitations qui n'auront aucun impact.

**Bas-Uélé : marche de la société civile pour interpeller les députés provinciaux sur le choix du futur gouverneur.** Plus de cinq cents personnes, femmes, hommes, jeunes et adultes ont pacifiquement marché, vendredi 5 avril, dans les rues de Buta, dans la province du Bas-Uélé. Un memorandum adressé aux députés provinciaux a été remis à la présidente de l'organe délibérant. « Avant d'élire un candidat au poste de gouverneur de province, prenez soin de vous rendre compte de son projet de société, son esprit rassembleur, son passé, son parcours scolaire, expérience professionnelle, intégrité, moralité depuis la base, son ouverture avérée, sa relation avec l'extérieur. Il faut aussi tenir compte des territoires du Bas-Uélé, écarter le tribaliste », a résumé Freddy Lemakwa, président de la Nouvelle société civile du Bas-Uélé.

**Session extraordinaire du Sénat : le bureau provisoire installé.** La première session extraordinaire au Sénat s'est ouverte, vendredi 5 avril. Conformément à l'article 114 de la constitution, cette plénière inaugurale a été présidée par le secrétaire général du Sénat, Gilbert Kukibi. Après son discours inaugural, il a procédé à l'installation du bureau provisoire. Sur 109 membres que compose le Sénat, 81 ont pris part à la séance inaugurale, 20 membres ne sont pas encore enregistrés, et 8 sièges sont à pourvoir. Seuls 10 sénateurs de l'ancienne législature ont été réélus. Le Secrétaire général du Sénat a salué l'augmentation du nombre de femmes : 19 sénatrices, au lieu de 8 de la dernière législature, ainsi que l'existence désormais d'un sénateur à vie, Joseph Kabila, ancien président de la République.

**Masisi: 10 morts dans les affrontements entre deux groupes armés à Bashali Mokoto.** Dix morts dont deux civils ont été enregistrés dans des affrontements ayant opposé jeudi le NDC/Rénové à la coalition Nyatura de Jean-Marie et APCLS de Janvier Kalahiri. La police indique également 11 blessés dont 3 civils, alors que 2 femmes ont été violées par ces combattants. Ces dernières sont prises en charge à l'hôpital général de Masisi Centre.

**Kinshasa : arrestation de Roger Nsingi, ancien président de l'Assemblée provinciale.** Selon le bureau du rapporteur de l'Assemblée provinciale, il lui est reproché d'avoir illégalement détenu six véhicules 4X4 de cette institution. Malgré l'ultimatum de 48 heures lancé par le nouveau président, Roger Nsingi a refusé de restituer ces véhicules appartenant à l'organe délibérant de la ville de Kinshasa, renseigne la source.

**Ebola en RDC : Félix Tshisekedi affirme avoir pris « des mesures importantes ».** Il répondait, jeudi 4 avril, à une question sur la persistance d'Ebola dans l'Est de la RDC. Le président congolais était devant un parterre d'universitaires, lobbyistes et autres spécialistes du Congo au Council on Foreign Relations à Washington. La rencontre entre le président Tshisekedi et les universitaires a été modérée par le doyen de la faculté des Affaires étrangères de l'université Georges Washington. Occasion pour le Président de la République d'aborder la question des contestations électorales. **Fayulu et la vérité des urnes.** A ce sujet, Félix Tshisekedi a indiqué que « les arguments avancés par le perdant sont fallacieux. Ni le contestataire, ni l'organisation religieuse ayant prétendu détenir les preuves ne les a brandies », a déclaré le chef de l'Etat. **Partenariat gagnant-gagnant.** Le Chef de l'Etat a également décrit l'énorme potentiel d'investissement qui intéresserait les États-Unis dans un partenariat gagnant-gagnant avec la RDC au profit de deux états et de leurs populations.

**Samedi 6 avril.**

**Taxe aéroportuaire Go-pass : « Une escroquerie à grande échelle », selon le député Claudel Lubaya.** Instituée depuis 2009, dans le but de réfectionner et réhabiliter les aéroports et autres aérodromes de la RDC, il est difficile aujourd'hui de se faire une idée exacte et claire de l'utilisation de ce fond prélevé depuis 10 ans maintenant. « Que la RVA, service percepteur de cet impôt soit audité. Pourquoi il faut le faire ? C'est parce que quand on voit par exemple l'aérogare de l'aéroport de N'djili mais cette aérogare n'a pas été financée par ce fond propre. C'est un prêt de la Banque africaine de développement (BAD). D'où la question, où vont les millions du Go-pass » ? se demande-t-il. En tant que député national, Claudel Lubaya rappelle que la question de Go-pass avait déjà fait l'objet d'une mission parlementaire d'enquête à la RVA. Les observateurs avertis se demandent alors où serait ce rapport ? Le rapporteur du bureau de l'Assemblée nationale à l'époque, Ezadri Eguma, reconnaît l'existence de la commission qui aurait produit son rapport d'enquête. Cependant, Ezadri Eguma dit n'avoir jamais reçu dans son cabinet ledit rapport.

**La RDC et le FMI conviennent de la reprise de la coopération.** Mais la reprise de cette coopération passe par l'audit de l'économie congolaise. « Depuis 2015, nous n'avons pas fait de revue commune de l'économie de la RDC. On va commencer d'abord par se mettre au travail et déterminer la situation économique pour faire un audit de l'économie de la RDC qui va nous permettre d'établir où sont les forces, où sont les faiblesses, où les politiques budgétaires peuvent être améliorées, où la situation peut être améliorée sur la plan de la protection sociale de la population. Puis on donnera des conseils appropriés à M. le Président et à son gouvernement. Ensuite on verra, si on peut financièrement, à la demande de M. le Président et de son gouvernement, aider sous forme de programme. Mais on n'a pas besoin de programme pour se mettre au travail. On commence ce travail dès ce lundi », a affirmé Mme Christine Lagarde. Elle fait remarquer que le FMI est prêt à travailler avec le gouvernement de la RDC pour l'amélioration de son économie et de la situation de sa population.

**Début de la campagne électorale pour l'élection des gouverneurs.** La campagne électorale pour l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs a débuté ce samedi et s'étendra jusqu'au 8 avril 2019 sur toute l'étendue de la République. Les gouverneurs et les vice-gouverneurs seront élus le 10 avril et leur investiture interviendra du 26 avril au 2 mai. La Ceni avait publié le 12 mars la liste des candidats gouverneurs et vice-gouverneurs conformément au calendrier électoral. Dans un communiqué, elle affirmait que 107 candidats ont été retenus pour 24 postes des gouverneurs des provinces.

**Nord-Kivu : 4 morts dans une attaque des bandits armés à Nyirangongo.** D'après les sources locales à Nyirangongo, une dizaine d'hommes armés en tenue civile, ont fait incursion vers 20h locales dans le village Bugarura, groupement Munigi, et ont tenté de forcer les portes d'habitations quand l'intervention militaire et de la police est arrivée. Des échanges des tirs d'environ 40 minutes s'en sont suivis, créant ainsi la panique et la psychose parmi les habitants de Munigi. La société civile de Nyirangongo parle de deux bandits présumés tués et deux civils blessés par balles par ces bandits avant de s'enfuir. Toujours dans ce territoire, dans le village Bujari, groupement Kibati, un couple a été assassiné par des hommes armés non

identifiés. Ces derniers ont tiré à bout portant sur les victimes avant de s'échapper en toute quiétude, affirme la société civile.

**Le HCR compte apporter une assistance aux réfugiés qui bénéficiera aux populations locales.** L'Agence des Nations Unies des réfugiés (HCR) s'est félicitée vendredi 5 avril à Kinshasa du don de 2,5 millions de dollars que lui a accordé le gouvernement du Japon afin de répondre aux besoins urgents des réfugiés burundais et centrafricains, ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur de la RDC. La contribution du Japon, l'un des principaux contributeurs du HCR en RDC, devrait permettre à des Congolais déplacés et rapatriés dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri d'avoir accès à des logements familiaux. Le pays compte des millions de Congolais déplacés qui ont dû fuir leurs foyers et environ un demi-million de réfugiés, dont près de 172.400 réfugiés centrafricains dans le nord de la RDC et plus de 43.000 réfugiés burundais dans l'est.

**Ebola au Nord-Kivu et en Ituri franchit la barre de 700 morts.** Depuis le début de l'épidémie d'Ebola au Nord-Kivu et en Ituri, il y a eu 702 décès (636 confirmés et 66 probables) et 339 personnes guéries, a annoncé le ministère de la Santé dans un communiqué publié vendredi 5 avril. Le même communiqué note que 10 nouveaux cas ont été confirmés, dont 3 à Katwa, 2 à Beni, 1 à Vuhovi, 1 à Mandima, 1 à Butembo, 1 à Kalunguta et 1 à Mabalako. Sept nouveaux décès de cas ont été confirmés, dont 5 décès communautaire dont 2 à Katwa, 1 à Butembo, 1 à Mabalako et 1 à Vuhovi ; 2 décès au CTE dont 1 à Butembo et 1 à Mangina (patient de Mandima), détaille le ministère de la Santé. Le nombre de cas de la maladie à virus Ebola a nettement augmenté (OMS) Le nombre d'agents de santé touchés est passé à 81 (7% du total des cas), dont 27 décès. L'augmentation du nombre de cas d'Ebola cette semaine met en évidence l'environnement complexe dans lequel l'épidémie évolue, ainsi que la multitude de défis auxquels la riposte doit faire face au quotidien. Une approche holistique impliquant la mise en œuvre rigoureuse de mesures éprouvées pour rompre les chaînes de transmission, un suivi minutieux des contacts, la vaccination continue des contacts à haut risque et des efforts persistants en matière de sensibilisation des communautés doivent être poursuivis pour limiter la propagation du virus en RDC.

**Kinshasa : début de la campagne électorale pour l'élection des gouverneurs en l'absence des candidats.** Aucun des neuf candidats qui veulent briguer le poste du gouverneur de la ville de Kinshasa n'a été vu à l'assemblée provinciale ce samedi 6 avril, jour du lancement officiel de la campagne électorale. Néanmoins, leurs partisans qui vantaient les mérites de leurs candidats ont envahi le siège de l'assemblée provinciale de Kinshasa où 48 députés provinciaux vont décider sur celui qui va diriger la ville de Kinshasa.

**Assemblée provinciale de Kinshasa : la police a déjà récupéré 6 véhicules gardés par les membres de l'ancien bureau.** Six véhicules dont deux détenus par l'ancien président de l'assemblée provinciale de Kinshasa, Roger Nsingi, et 4 par ses collaborateurs ont été restitués au siège de cet hémicycle grâce à l'intervention de la police nationale congolaise ce samedi 6 avril. Au cours de ce point de presse, l'Inspecteur provincial de la Police, le Général Sylvano Kasongo a demandé à quiconque qui détiendrait un bien meuble ou immeuble de l'Etat de le remettre à la police.

#### **Dimanche 7 avril.**

**Tshopo : le général Amisi appelle les militaires à la fidélité, à la loyauté et à l'éthique professionnelle.** Il est à Kisangani dans le cadre de sa tournée d'inspection et d'évaluation des unités déployées en opération dans les secteurs opérationnels de la 3ème zone de défense. Il s'est rendu vendredi 5 avril à Lowa dans le territoire d'Ubundu. Cette contrée avait connu l'incursion des Maï-Ma du 11 au 20 février dernier. Des éléments de la 12e brigade y sont déployés pour rétablir la sécurité. Le lieutenant général Gabriel Amisi a félicité les éléments Fardc de la 12e brigade déployés dans cette contrée pour leur professionnalisme.

**Etats-Unis : Félix Tshisekedi vante les opportunités qui attendent les investisseurs qui viendront en RDC.** Les opérateurs économiques, des investisseurs miniers, des banquiers, des femmes entrepreneurs ont pris part à cette rencontre, indique le service de communication de la Présidence de la République. « Tout est en train d'être fait pour améliorer les conditions de travail, renforcer, fortifier notre administration, la moderniser pour rassurer les uns et les autres, vous donner l'information qu'il faut et vous rassurer sur vos investissements. Dans l'administration, il y a la justice. La justice c'est la garantie, c'est la protection des investissements. De ce côté-là, il y a un effort qui est en train d'être fait pour que tout aille de l'avant », a promis Félix-Antoine Tshisekedi. Il fait remarquer que d'autres actions seront menées après la publication du gouvernement.

**Nord-Kivu : les Fardc délogent des combattants FDLR de leur position de Kamatembe,** au Parc national de Virunga, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Leur camp a été détruit et un élevage de bovins (une centaine de têtes) a été récupéré

par l'armée, a indiqué ce dimanche 7 avril le major Guillaume Njike Kaiko, porte-parole de Sokola 2. Alors que l'armée traque tous les groupes armés et cherche à couper leurs sources de ravitaillement, la hiérarchie militaire constate malheureusement et déplore, la complicité des populations qui collaborent avec l'ennemi. « Ce que l'armée déplore c'est la complicité entre certains habitants avec les groupes armés. Nous cherchons à isoler l'ennemi de notre population pour qu'il soit coupé de tout ravitaillement. Le secteur opérationnel constate avec regret que la population collabore avec les groupes armés. Ce qui ne nous permet pas de bien faire notre travail. Car notre souci c'est de couper tout ravitaillement à l'ennemi pour qu'il se retrouve dans un état de faiblesse et que l'on puisse le traquer une fois pour toutes. Nous demandons à la population de dénoncer l'ennemi », recommande le major Guillaume Njike Kaiko.

**Ituri : deux candidats gouverneurs présentent leurs programmes d'actions aux députés provinciaux.** Il s'agit de Sammy Adubango du Front commun pour le Congo et Jean Bamanisa Saidi, candidat indépendant. Pour Sammy Adubango, l'une des priorités pour son gouvernement, c'est la tenue dans cent premiers jours, d'une grande conférence sur la paix, la sécurité et la stabilisation, base pour amorcer, indique-t-il, le développement de l'Ituri. Jean Bamanisa focalise son attention sur la bonne gouvernance et la restauration de l'autorité de l'Etat. Pour ce faire, il compte appuyer les services de sécurité pour relever ce défi.

**Lubumbashi : campagne électorale timide devant l'assemblée provinciale.** Dans l'avant midi de ce dimanche 7 avril, des affiches des candidats envahissent le siège de l'assemblée provinciale du Haut Katanga. Jacques Kyabula Katwe pour du PPRD, Coco Mulongo de l'UDPS, Jean-Claude Kazembe de la Conakat et alliés, Calixte Mukasa, candidat indépendant et Jean-Claude Muyambo de Ensemble pour le changement sont les candidats retenus pour la province du Haut Katanga.

**Haut-Lomami : 2 morts et 150 maisons endommagées après la pluie au village Kizanga.** D'après des témoins, un vent violent qui accompagnait cette pluie a rasé des maisons dans ce village. Un enfant et une jeune femme qui avaient trouvé refuge dans une maison ont été foudroyés. Ils sont décédés sur place, renseigne le chef relais administratif de la chefferie Kapamay et Kabondo Dianda. La population demande au gouvernement de prendre en charge les sinistrés.

**Bas-Uele : les candidats gouverneurs présentent leurs projets de société.** Deux candidats gouverneurs sur les trois enregistrés à l'assemblée provinciale ont présenté samedi 6 avril et dimanche 7 avril leurs projets de société devant les députés provinciaux. Le projet de société de Marcel Zuma est orienté vers trois axes à savoir la restauration de l'Etat de droit, la bonne gouvernance et surtout le bien-être social de la population. Le deuxième candidat gouverneur Valentin Senga veut, par son programme, parvenir à la restauration de l'autorité de l'Etat et la bonne gouvernance, la diversification des activités économiques, la lutte contre la pauvreté. Il se donne également pour mission d'améliorer les infrastructures de base de l'aménagement territorial, la protection de l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique.

#### **Lundi 8 avril.**

**ECCHA demande le retrait des candidats gouverneurs cités dans les dossiers judiciaires et de corruption.** Le mouvement citoyen Engagement citoyen pour le changement (ECCHA) demande aux candidats gouverneurs des provinces dont les noms sont cités dans les dossiers judiciaires ou de corruption de retirer leurs candidatures de la course.

**Kolwezi : la privatisation de l'électricité au cœur de la 4e conférence sur l'énergie.** D'après Eric Monga, vice-président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) chargé de l'énergie, toute personne en RDC peut produire, consommer et même commercialiser le courant électrique, cela, moyennant une autorisation. « Le secteur de l'énergie est privatisé. Mais pourquoi il ne décolle pas comme il faut ? Nous devons savoir quels sont les écueils qui naissent et améliorer la situation. C'est important de se réunir chaque année pour parler de l'énergie. Nous demandons à tous les professionnels de l'énergie de faire de cette conférence une vitrine de l'énergie au niveau de l'Afrique centrale et de toute l'Afrique, grâce à leurs apports », recommande Eric Monga.

**Félix Tshisekedi est « heureux d'avoir réchauffé les relations entre la RDC et les États-Unis ».** « J'étais venu pour renforcer les relations entre nos deux pays qui étaient un peu refroidies ces derniers temps. Je suis heureux de les avoir réchauffées et par la même occasion, d'avoir déclenché beaucoup de choses qui sont bénéfiques à mon pays, non seulement par rapport aux États-Unis, mais aussi par rapport à la communauté internationale. J'ai rencontré Mme Christine Lagarde du FMI qui, dès ce lundi va reprendre des discussions », s'est réjoui Félix Tshisekedi. Mais la reprise de cette coopération passe par l'audit des finances publiques congolaises.

**Al Kitenge : "La RDC doit se doter d'un plan stratégique de développement basé sur le potentiel hydroélectrique et les ressources naturelles".** L'économiste qui commente les discussions en cours entre la République démocratique du Congo et le Fonds monétaire international en vue de la reprise du programme économique avec cette institution de Bretton Woods, prévient au départ que la mission de la reconstruction de la RDC n'incombe pas au Fonds monétaire international, mais plutôt à la RDC. Le pays doit se doter d'un plan stratégique de développement, dit-il. Al Kitenge évoque par exemple le potentiel hydroélectrique et les ressources naturelles qui constituent à ses yeux les maillons essentiels sur lesquels doit se baser ce plan stratégique qui peut apporter le développement au pays. Selon lui, les autres partenaires comme le FMI ont une grande connaissance des finances internationales. Il conseille au gouvernement congolais de diversifier ses partenaires dans sa démarche que ce soit avec le FMI, la Banque Mondiale ou encore la BAD. A propos de l'audit que le FMI envisage de faire de l'économie congolaise, l'économiste Al Kitenge considère que c'est tout à fait normal pour connaître la réalité de cette économie. Il recommande au gouvernement d'aider cette institution financière internationale dans l'étude qu'elle va mener.

**Félix Tshisekedi veut renforcer le partenariat Fardc-Monusco pour éradiquer les groupes armés.** « En ce qui concerne le partenariat entre la Monusco et les Fardc, il y a eu la brouille un certain moment, mais aujourd'hui nous travaillons pour renforcer ces rapports et ça va de mieux en mieux. Vous savez que le Conseil de sécurité a reconduit le mandat de la Monusco. Il va jusqu'en décembre. A ce moment-là, nous allons refaire le point. Les effectifs vont être réduits à certains endroits, mais renforcer dans les zones à problèmes : Beni, Butembo, le Grand-Nord, l'Ituri, ... parce que nous voulons éradiquer ces violences qui nous empêchent de regarder vers notre développement », a indiqué Félix-Antoine Tshisekedi.

**Élection du gouverneur du Sankuru : le candidat Mukumadi affirme être privé de campagne.** "Notre candidat ne bat pas campagne, puisque la Ceni applique la décision de la cour administrative d'appel de Lusambo, laquelle décision a été annulée par le Conseil d'État. La Ceni ne veut pas se conformer à l'arrêt de ce dernier", dénonce cet avocat qui veut voir le scrutin pour le gouverneur du Sankuru se dérouler dans les normes avec le candidat Mukumadi dans la course. Pour lui donc, "le refus d'exécuter une décision judiciaire constitue une rébellion et un désaveu envers le chef de l'État, un vice qui nécessite d'être réparé rapidement", a-t-il renchéri.

**L'ambassade des Etats-Unis à Kinshasa organise une formation sur les relations civils-militaires pour des officiers Fardc.** « Un Cours-clé pour les officiers supérieurs sur les opérations civilo-militaires sera dispensé cette semaine au Collège des hautes études de stratégie et de défense (CHESD). Ce cours, organisé par le département d'Etat des États-Unis, est dispensé par une équipe expérimentée d'officiers supérieurs retraités de l'armée américaine ayant une expérience considérable des opérations civilo-militaires », détaille le communiqué. Selon l'Ambassade des Etats-Unis à Kinshasa, le but des opérations civilo-militaires est d'améliorer les relations entre la population civile et les militaires, de renforcer la bonne gouvernance, d'accroître le professionnalisme des Fardc et de créer des forces militaires réceptives et responsables envers les citoyens. Trente officiers de haut niveau des Fardc participeront à la formation.

**Insécurité à Lubumbashi : l'ONG CRDHD appelle le gouvernement à équiper la police.** Le centre de réflexion en droit de l'homme et le développement (CRDHD) appelle le gouvernement de la RDC et principalement le chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi de doter la police des moyens adéquats pour faire face à la montée de la criminalité dans la ville de Lubumbashi. Dans un communiqué publié vendredi à Lubumbashi, le CRDHD salue les stratégies mises en place par la police pour traquer les criminels. Il s'agit entre autres la subdivision de la ville de Lubumbashi en quatre commissariats, la mise à la disposition de la population des numéros d'appel de la police en cas d'urgence, l'organisation des patrouilles diurnes et nocturnes dans les différentes communes. L'ONG évoque la question de l'expansion de la ville de Lubumbashi qui nécessite une logistique conséquente pour la mobilité de la police tout en appelant la population à collaborer avec cette dernière.

**Le parc de Kahuzi Biega, 3e place africaine des meilleures destinations du tourisme écologique du monde.** Le parc de Kahuzi Biega vient en troisième position après l'île de Félicité de Seychelles, et le parc de Tchumbi en Tanzanie. Ils sont tous les trois classés aussi dans le top100 des meilleures destinations écologiques au monde. Le Directeur provincial de l'Institut congolais pour la conservation de la nature au Sud-Kivu et chef de site du parc national de Kahuzi Biega a dédié ce prix à tous les touristes qui fréquentent le parc national de Kahuzi Biega pour la visite des gorilles. Il s'est engagé à travailler encore plus pour la promotion de cette réserve naturelle. Le parc national de Kahuzi Biega, d'une superficie de 600.000 hectares, est un site du patrimoine mondial de l'Unesco.

**Haut-Lomami : un bac coule sur la rivière Ludi, tous les passagers sauvés** par les habitants des villages environnants, rapporte la société civile de Kamina. Selon la même source, la surcharge est la cause première de cet accident. Le bac transportait un camion contenant plus de 150 sacs de ciment et plusieurs passagers.

**Ituri : des hommes armés ont tué 8 personnes à Kalo.** Cinq des huit personnes tuées l'ont été dimanche au village de Kalo, situé à cheval entre les collectivités de Mambisa et de Djatsi dans le territoire de Djugu. Selon le chef de collectivité de Djatsi, Claude Mateso des "inciviques" ont ouvert le feu sur la foule qui se trouvait au marché, tuant sur le coup cinq personnes. Après le drame, ces assaillants se sont retirés dans la brousse. La population marchande et les habitants de cette localité étaient en débandade. Ils ont passé la nuit dehors. Selon le chef de Walendu Djatsi, deux militaires et un policier ont aussi été tués dans les mêmes circonstances vendredi vers 20 heures par des hommes armés non identifiés.

**Élection du gouverneur au Haut-Katanga : les militants de l'UDPS et du PPRD se sont affrontés.** Les militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), parti présidentiel, et ceux du Parti du peuple pour la reconstruction (PPRD), parti de l'ancien président Joseph Kabila, se sont affrontés à coup de projectiles, lors de la campagne électorale des candidats aux postes de gouverneur et vice-gouverneur de la province. Des effigies des candidats ont été déchirés et brûlés, d'autres militants passés à tabac. L'ambiance était inhabituelle lundi matin devant le bâtiment du 30 juin au siège de l'assemblée provinciale du Haut Katanga.

**Kinshasa : affrontements entre partisans des candidats gouverneur à l'assemblée provinciale.** Les partisans des candidats pour le poste de gouverneur de Kinshasa se sont affrontés, lundi 8 avril, au siège de l'assemblée provinciale. Un groupe de partisans a d'abord fait irruption au sein de l'hémicycle pour soutenir leur prétendant. Avant de rencontrer la résistance des militants d'un candidat du camp adverse. Un échange de projectiles s'en est suivi. Plusieurs blessés ont été comptés dans la foule. Les militants blessés ont été acheminés à l'hôpital général de référence de Kinshasa.

**Tshopo : les organisations citoyennes veulent un gouverneur rassembleur.** A quarante-huit de l'élection du gouverneur et vice-gouverneur, les organisations citoyennes, dont la Lutte pour le changement (Lucha), souhaitent que le nouveau gouverneur de la Tshopo soit rassembleur et privilégie les intérêts de la province. « Il doit avoir une expérience avérée de la chose publique, avoir une parfaite maîtrise de la province, s'inscrire dans la logique de la rupture de la mégalomanie et la gabegie financière, être habile dans l'amélioration du climat des affaires, pour attirer les investisseurs, à même de contribuer au développement du peuple », a décrit Zacharie Kingombe, de la cellule communication de Lucha/Kisangani.

**Tshopo : les cours reprennent à l'Université de Kisangani, après deux mois de grève.** Cette reprise a été facilitée par la mission de bons offices initiée par l'archevêque métropolitain de Kisangani en collaboration avec d'autres confessions religieuses notamment l'église protestante, l'armée du salut et l'église anglicane. Dans toutes les huit Facultés et école supérieure du tourisme, filles et garçons, cartables à la main étaient heureux de retrouver le chemin des cours. Les enseignants ont suspendu leur grève en attendant la réalisation de la promesse faite par les autorités du pays pour les indemniser. Mais certains professeurs restent sceptiques aux promesses du Président de la République quant à la réparation des dégâts qu'ils ont subis lors des événements du 7 au 8 février dernier. Selon un rapport de la commission d'évaluation, les dégâts causés par les étudiants de l'Université de Kisangani lors des incidents du 7 et 8 février sont chiffrés à 105 405 USD.

## Mardi 9 avril.

**Tshisekedi aux États-Unis : le FCC dénonce « des propos militants du chef de l'Etat ».** Le Front commun pour le Congo (FCC) dénonce dans un communiqué publié lundi 8 avril « la teneur de certains propos militants tenus par le chef de l'État à l'occasion de sa visite aux États-Unis, sollicitant l'appui d'une puissance étrangère pour, selon lui, déboulonner le système dictatorial en RDC ». Pour le FCC, ces affirmations « surprenantes » remettent gravement en cause l'héritage démocratique ancré en RDC depuis 2006 et qui s'est traduit par la première alternance pacifique et civilisée du pouvoir à la magistrature suprême dont l'actuel chef de l'État est bénéficiaire. « Le Front Commun pour le Congo regrette par ailleurs l'approche tendancieuse visant à instrumentaliser les valeurs républicaines telles la lutte contre la corruption et autres antivaleurs, en tentant de s'approprier le monopole de leur promotion et de leur préservation, alors qu'elles sont partagées par le FCC, depuis l'avènement de la révolution du 17 mai 1997 », indique le communiqué. Le Front commun pour le Congo ne s'explique pas la gabegie financière dénoncée par l'actuel chef de l'Etat. Et la plateforme politique de Joseph Kabila les réalisations de son autorité morale lorsqu'il était encore aux affaires : institution de la chaîne de la dépense, politique de resserrement budgétaire, lutte contre le coulage des recettes publiques et renforcement des réserves de change. Le Front Commun pour le Congo rappelle que c'est grâce à Joseph Kabila que le taux d'inflation est passé de 3 à 1 chiffre

entre 2001 et 2018 et le stock de la dette de 12 milliards à près de 6 milliards pendant que les réserves internationales de change passaient de 26 millions de dollars américains à près d'un milliard de dollars. Pour le FCC, le président Felix Tshisekedi « oublie apparemment que c'est grâce essentiellement aux réserves de change qu'il a trouvées lors de la remise et reprise que son programme d'urgence de 100 jours est en train d'être mis en œuvre ». Ce regroupement estime aussi que la gestion économique-financière de la RDC depuis deux mois s'est faite en violation de la constitution et au mépris des textes légaux et que cela devra être corrigé par le gouvernement de coalition attendu.

**"La DGI a réalisé 3600 milliards de FC au cours de l'exercice 2018"**, soit 135% de ses assignations pour cette année fiscale, a déclaré le directeur général des impôts, Sele Yalaguli. Ce dernier affirme, par ailleurs, que cette performance a été réalisée grâce à une conjonction d'efforts entre la haute direction générale des impôts et l'ensemble du personnel.

**L'ancien président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa transféré au parquet.** Roger Nsingi, ancien président de l'Assemblée provinciale de Kinshasa, a été transféré lundi 8 avril au parquet général près la cour d'appel de la Gombe. Roger Nsingi, a été arrêté, le 5 avril dans sa résidence de la commune de Limete. Selon le bureau du rapporteur de l'Assemblée provinciale, il lui est reproché d'avoir illégalement détenu six véhicules 4X4 de cette institution. Malgré l'ultimatum de 48 heures lancé par le nouveau président, Roger Nsingi avait refusé de restituer ces véhicules.

**Beni : un mort et plusieurs maisons détruites par la pluie à Kasindi-Lubihira.** Une personne est morte et plusieurs maisons emportées par une forte pluie qui s'est abattue dimanche dans la soirée à Kasindi-Lubihira, une localité située à plus ou moins 90 km à l'est de la ville de Beni, dans la province du Nord-Kivu. Plusieurs familles sont sans abris et des dégâts matériels signalés au quartier latin de cette agglomération frontalière de l'Ouganda.

**2 400 000 actes de naissances seront livrés à 600 000 élèves et leurs frères.** Au moins 2 400 000 actes de naissance vont être livrés à 600 000 élèves de la maternelle et du primaire et à leurs frères et sœurs. Cette livraison se fait dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale et conduit par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) en partenariat avec d'autres structures comme Caritas Congo. Le projet va commencer par une phase pilote axée sur la ville de Kinshasa où 100 000 élèves devront recevoir avec éventuellement leurs frères et sœurs, au total 400 000 actes de naissances. Dans cette opération, le Fonds des Nations unies pour la population a conduit de mars à avril 2019 la collecte des données en vue de l'élaboration de la cartographie du système d'état-civil et de la mise en place d'une base de données sur les enfants qui vont bénéficier d'actes de naissance, avant leur enregistrement prévu d'avril à juin prochain.

**Élection de gouverneur en Ituri : Lamuka accuse le FCC « d'intimider » les députés provinciaux.** La coalition Lamuka, qui a porté la candidature de Martin Fayulu à la présidentielle de 2018, accuse la délégation du Front commun pour le Congo (FCC) venue de Kinshasa, « d'intimider » les députés provinciaux, à la veille de l'élection de gouverneur de province de l'Ituri. Le porte-parole de Lamuka en Ituri, Luc Malembe, affirme que depuis dimanche, les députés électeurs sont invités dans la résidence temporaire de la cheffe de la délégation du FCC pendant plusieurs heures. Ce qui empêche d'autres candidats de battre campagne auprès de ces élus provinciaux.

**Meurtre des experts de l'ONU : deux nouveaux témoignages accablent Jean Bosco Mukanda.** Victor Mwela et Samuel Bazangi sont deux enseignants de Bunkonde comme Jean Bosco Mukanda. Ce dernier parle d'eux comme faisant partie du groupe d'informateurs qui, comme lui, livraient aux forces de sécurité des renseignements sur la milice. Mais au cours de l'audience du lundi 8 avril au tribunal militaire de garnison de Kananga, Victor Mwela et Samuel Bazangi ont affirmé n'avoir jamais fait partie d'une telle organisation. Les deux enseignants ont cependant reconnu avoir été informés par Jean Bosco Mukanda du meurtre des experts dans la soirée du 12 mars 2017. Victor Mwela et Samuel Bazangi ont affirmé avoir reçu chacun un SMS dans lequel l'ancien témoin Jean Bosco Mukanda les informait de la mort de "deux blancs" à Moyo Musuila. Un détail qui a interpellé le ministère public qui a demandé à Mukanda comment il a su que deux personnes de race blanche ont été tuées ce 12 mars 2017, lui [Jean Bosco Mukanda] qui a toujours affirmé n'avoir jamais été sur le lieu du meurtre.

**SMIG : le contrôle de l'application du 2e palier a été lancé à Kisangani.** Les inspecteurs et contrôleurs du travail sont largués dans les entreprises publiques, privées ainsi que dans les établissements de toute nature soumis au régime du code de travail. Le SMIG est actuellement fixé à 476,66 FC par jour pour la catégorie de manœuvre ordinaire. Teddy Dako appelle donc les employeurs à collaborer pour faciliter aux équipes des inspecteurs et contrôleurs du travail de mener à bien ce travail.

**Législatives nationales et provinciales : la Ceni proclame les élus de Yumbi, Beni et Butembo.** La Commission électorale nationale indépendante a publié, mardi 9 avril, les résultats des élections partielles législatives nationales et provinciales dans les quatre circonscriptions où ces scrutins ont été reportés.

**Félix Tshisekedi : « Les gens pensaient que j'allais être un président complaisant ».** « Je vais m'attaquer à tout ce qui a avili le citoyen congolais et qui a contribué à affaiblir le développement de notre pays », a affirmé mardi 9 avril, le président de la République, Félix Tshisekedi, dans une interview accordée à la Voix de l'Amérique (VOA). Il réagissait au communiqué du Front commun pour le Congo (FCC), publié la veille. « Si ce que je dis a gêné des gens, ça veut dire que ces gens sont mal intentionnés. Ce qu'ils ne voulaient pas m'entendre dire des choses comme ça parce qu'ils pensaient que moi, j'allais être un président complaisant qui allait continuer avec les mêmes méthodes du passé », a rétorqué le président Félix Tshisekedi. Selon lui, la coalition CACH-FCC doit être basée sur la nouvelle vision, la nouvelle approche qui est la sienne. « On va se mettre ensemble, mais autour de la nouvelle vision, de la nouvelle approche qui est la mienne. Et pas question de replonger dans les travers du passé. C'est ça que je vais déboulonner. Ce n'est pas de problèmes individuels avec qui que ce soit », a précisé le président. « Toutes ces antivaleurs de corruption, de violation de droits de l'homme, de brimade. Toutes ces habitudes qui consistaient à traquer les opposants parce qu'ils avaient émis un son contraire par rapport aux autorités du pays. Si nous allons dans cette coalition avec le FCC, c'est autour de ces principes que je viens de vous étayer ici », a dit le chef de l'Etat.

**Tshikapa : l'Office des routes en difficulté technique pour réaliser les travaux des 100 jours de Tshisekedi.** Dans la province du Kasai, les travaux de réhabilitation du tronçon routier Tshikapa-Kamonya-Kamako connaissent une lenteur d'exécution. Le directeur provincial de l'Office des routes évoque des difficultés qu'éprouve l'entreprise à la suite des pannes survenues sur certains engins tels que la niveleuse, le chargeur et le bulldozer. « Nous sommes déterminés à atteindre les objectifs qui nous sont confiés, malgré les petites difficultés de matériel », a-t-il ajouté.

**Examen d'État : prérogative exclusive du ministère de l'EPSP, tranche la présidence de la République.** L'annonce a été faite au ministère de l'EPSP en présence du ministre de la Formation professionnelle, métier et artisanat (FPMA), Pierrot Uweka Ukaba, et de son collègue de l'EPSP, Emery Okundji. Les membres d'une commission mixte issue de deux ministères vont superviser les évaluations de l'exercice 2019. Les deux ministères se sont récemment disputés l'organisation de l'examen d'État, l'équivalent du baccalauréat dans de nombreux pays d'Afrique, pour les élèves de la filière professionnelle.

**Kananga: 89 présumés éléments de Kamuina Nsapu libérés lundi.** Le ministre provincial de la justice, Célestin Beya, a confirmé lundi la libération des 35 détenus qui s'ajoutent aux 54 autres libérés le week-end dernier à Kananga. C'est la deuxième vague sur un total de 89 prisonniers libérés jusqu'ici dans cette ville. Le ministre provincial de la justice précise que cette libération intervient après l'examen du dossier de chacun d'eux. A la fin de l'examen des dossiers, le ministre Célestin Beya a conclu que les concernés ne sont impliqués ni de loin ou de près aux meurtres et assassinats orchestrés en rapport avec ce mouvement.

**Santé : l'épidémie de Chikungunia maîtrisée au Kongo-Central (ministre provincial de la Santé).** Selon lui, la prise en charge est assurée dans toutes les structures sanitaires de la province pour stopper sa propagation. « Il faut assainir notre milieu, parce que l'agent causal, l'agent vecteur, c'est le moustique », a insisté Florien Massaki. La maladie se caractérise notamment par des fortes fièvres, des douleurs articulaires aiguës, des maux de tête ainsi que des éruptions cutanées.

**Election de gouverneur au Kasai-Oriental : les députés nationaux de l'UDPS appellent à la paix.** « Nous appelons la population du Kasai-Oriental dans son ensemble à la tolérance, la concorde et à la culture de la paix qui a toujours caractérisé notre province », a déclaré le député Ntumba Tshiabola Bintu, élu de la circonscription électorale de Katanda. « Cet appel, c'est compte-tenu des événements qui se sont passés après les élections sénatoriales qui ont causé beaucoup de problèmes à notre province. Nous voulons que cette fois-ci les élections qui arrivent se passent dans le calme. Nous demandons à tous les députés provinciaux de le faire normalement et surtout à ceux de l'UDPS, de respecter la volonté de la population ».

**Tanganyika : 350 miliciens se rendent aux autorités civiles à Kalemie.** Trois cent cinquante miliciens Maï-Maï Fimbo na Fimbo, se sont rendus mardi 9 avril aux autorités administratives de la localité de Musenge, un village situé à une trentaine de Km de Kalemie (Tanganyika). Les autorités civiles, militaires, de la Police nationale congolaise (PNC) et à celles de la MONUSCO sont allées accueillir le numéro 2 de cette milice et colonel autoproclamé Badeux Kakozi Mombo et ses hommes. « C'est la 3e vague. Ils ont entendu le message du gouvernement. C'est un travail qu'on a fait. Il y a de cela plus

de 7 mois en train de conscientiser les jeunes gens de rentrer. Alors, ils ont compris le message de l'ancien président de la république et du nouveau président », a fait savoir Dieudonné Kamona, le ministre provincial de l'Intérieur.

**Nord-Kivu : une ONG sensibilise 300 enfants de la rue contre Ebola.** L'Union des femmes opprimées (UFO) a lancé, mardi 9 avril, une campagne de sensibilisation en faveur de trois cents « enfants de la rue » contre le virus Ebola. Plusieurs sites des communes de Goma et de Nyiragongo, ont été ciblés. L'ASBL UFO justifie cette activité par la vulnérabilité que présente de cette couche sociale dans la ville de Goma et le territoire de Nyiragongo, avec la flambée de l'épidémie qui a déjà fait plus de mille personnes. Cette campagne de sensibilisation concerne plus de trois mille « enfants de la rue », vivant dans les deux communes de Goma et le territoire voisin de Nyiragongo.

**Mercredi 10 avril.**

**Élection du gouverneur au Kasai-Central : le gouverneur intérimaire appelle à l'unité et au calme.** Mannix Kabuanga, le gouverneur intérimaire dit constater que « ça bouillonne dans la ville de Kananga », à la veille des élections. « Nous devons prêcher la tolérance. Que cela soit tenu pour dit : il n'y a que deux résultats à ces élections. Soit vous gagnez, soit vous échouez. Nous n'aurons pas quatre gouverneurs ». Il a invité les députés provinciaux à « donner la chance à celui qui le mérite, par son plan d'action ». Pour lui, le Kasai-Central n'a plus besoin de retomber dans la crise sociale.

**Elections des gouverneurs : la Fondation katangaise appelle à privilégier la méritocratie.** La Fondation katangaise, une structure qui regroupe les associations socio-culturelles de souche katangaise appelle les députés provinciaux des quatre provinces issues de l'ancien Katanga à voter pour l'intérêt du peuple en privilégiant la méritocratie aux élections des gouverneurs prévues ce mercredi 10 avril 2019. « Nous en appelons aux députés provinciaux qui sont grands électeurs d'être responsables, de tout ce qu'ils vont faire. C'est à tout le monde que nous allons lancer le message, d'être calme et d'accepter les résultats », a exhorté Raphaël Mututa, le président national de cette structure.

**DeDieu By'aombe, chef du parc Kahuzi Biega : "Notre industrie touristique respecte les valeurs écologiques".** Le 6 mars dernier, le parc national de Kahuzi-Biega au Sud-Kivu a été honoré par un prix octroyé par le salon international de Berlin 2019, le prix de la 3e meilleure destination touristique écologique du monde. "On parle du prix écologique. Ça montre qu'on n'a pas tenu compte du tourisme des masses, mais on a tenu compte de cette industrie touristique qui respecte les valeurs écologiques". Ce prix est "un défi qui montre qu'il nous faut travailler encore mieux".

**Mbuji-Mayi: sept jeunes de la Lucha interpellés par la police.** Ces jeunes tentaient d'amorcer une marche pacifique pour dénoncer le banditisme et la multiplicité des barrières dans le territoire de Tshilenge lorsque la police les a dispersés. La société civile locale dénonce la brutalité de la police et le mauvais traitement infligé aux manifestants de la Lucha. Et pourtant, les autorités, à tous les niveaux du territoire, avaient été informées de la tenue de cette manifestation. Liliane Mujinga, administratrice intérimaire du territoire de Tshilenge, affirme avoir demandé à la police d'encadrer cette marche avec professionnalisme. "Ce qui n'a pas été le cas", a-t-elle dit.

**Elections des gouverneurs en RDC : une grande déception pour CACH (Peter Kazadi).** « Je ne peux pas vous cacher ma déception. Nous espérions gagner (...) A Kinshasa, nos députés ont fait honneur au parti. Nous avons perdu avec nos 12 voix, face à une majorité mécanique. Voilà la situation qui ne peut pas m'enchanter », a déclaré Peter Kazadi, porte-parole de la coalition de Cap pour le changement et également député provincial à Kinshasa. Selon lui, le peuple congolais avait besoin du changement, mais à la place, c'est la continuité du règne du FCC - la coalition électorale de l'ancien président Joseph Kabila - qui s'observe dans les différentes provinces du pays. « Avec cette situation, nous allons avoir des gouverneurs qui ne sont pas en phase avec la population. Vous trouverez des poches des tensions. Les gens sont opposés, mais nous allons vivre cette situation pendant 5 ans, où la population ne va pas se reconnaître dans ses gouvernants », a estimé Peter Kazadi. A l'issue de l'élection des gouverneurs, le FCC a gagné dans 16 provinces sur 24. La coalition Lamuka a gagné dans la Mongala, alors que CACH n'a remporté que dans le Kasai-Oriental. Dans 4 provinces (Haut-Lomami, Kasai-Central, Nord-Ubangi et Tshopo), la Ceni devra organiser un deuxième tour pour départager les candidats. Les élections sont suspendues dans deux provinces (Sankuru et Sud-Ubangi), conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat. Au Nord-Kivu et dans la Mai-Ndombe, les élections ne sont pas encore organisées. Les députés provinciaux venaient d'être élus il y a 48 heures. Les assemblées provinciales de deux provinces doivent d'abord se constituer pour organiser ce scrutin et choisir les futurs dirigeants.

Jeudi 11 avril.

**Les élections des gouverneurs du Sankuru et de Sud-Ubangi se tiendront le 13 avril.** Les élections des gouverneurs des provinces du Sankuru et du Sud-Ubangi, suspendues par le Conseil d'Etat, seront organisées le samedi 13 avril, a annoncé le président de la Ceni Corneille Nangaa. Les élections ont été reportées à la suite d'un désaccord entre la Ceni et le Conseil d'Etat qui a validé la candidature du gouverneur sortant Taila Nage, pour la province du Sud-Ubangi et la réhabilitation du candidat Joseph-Stéphane Mukumadi dans la course pour le gouvernorat du Sankuru. Le président de la Ceni note aussi que dans les provinces de Haut-Lomami, Kasai Central, Nord-Ubangi et la Tshopo, aucune majorité absolue n'a été atteinte au premier tour. La CENI a convoqué les députés provinciaux pour un second tour, le 13 avril.

**Diomi Ndongala inscrit sa nouvelle lutte dans la recherche du bien-être des Congolais.** Récemment libéré sous conditions de la prison de Makala après 7 ans de détention, l'ex-opposant Diomi Ndongala inscrit désormais sa lutte politique dans la recherche du bien-être des Congolais. Le président du parti Démocratie chrétienne affirme avoir oublié l'épisode de son emprisonnement et se tourne vers l'avenir de la RDC en soutenant le programme du Président de la République.

**Elections des gouverneurs en RDC : « déjà biaisées à la base », selon Lamuka.** « En tant que Lamuka, nous n'attendions rien d'intéressant. Nous estimons qu'au-delà de nos positions partisans, nous devons réfléchir sur l'avenir de la province. La province est une entité régionalisée après le niveau national, mais les candidats gouverneurs n'ont pas eu l'opportunité de présenter leurs programmes à la population congolaise et n'ont pas fait des débats entre les différents challengers », regrette Steve Kivwata, porte-parole de la plateforme Lamuka. Selon lui, les élections des gouverneurs n'étaient rien d'autre que le prolongement des élections des députés provinciaux. Steve Kivwata propose de reconsidérer le mode de scrutin, et s'interroge sur la pertinence de quitter la proportionnelle pour aller vers le scrutin majoritaire.

**Élection du gouverneur du Haut-Katanga : Gabriel Kyungu dénonce « la corruption ».** Le député provincial de la circonscription de Lubumbashi, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, a dénoncé mercredi à Lubumbashi "des cas de corruption lors de l'élection du gouverneur et du vice-gouverneur du Haut-Katanga". « Je ne peux pas traîner dans la boue une institution à laquelle j'appartiens. Mais j'ai honte. Tous les gens d'une même formation politique que je ne cite pas étaient incapables de voter seuls. Chacun prend soin de se faire accompagner d'un témoin dans l'isoloir et dans l'urne pour mettre le bulletin. Cette personne est témoin de ce qu'il va faire. C'est ça la corruption ; je l'ai dit dans la salle. Ces députés ne représentent pas le peuple. Ils représentent ceux à qui ils doivent des comptes. Ils justifient ce qu'ils ont reçus », a dénoncé Gabriel Kyungu wa Kumwanza.

**Résultats des législatives à Beni, Butembo et Yumbi : l'AABC se félicite des résultats obtenus par ses candidats.** Le regroupement politique Alliance des acteurs pour la bonne gouvernance du Congo (AABC) se félicite des résultats obtenus par ses candidats après la publication des résultats provisoires des législatives à Beni et Butembo dans le Nord-Kivu. La plateforme a remporté un siège aux législatives nationales à Beni et un siège aux provinciales dans la même circonscription. La plateforme totalise donc 23 députés nationaux et 32 députés provinciaux. Julien Paluku, le président de ce regroupement qui est en même temps l'autorité morale du parti politique Bloc uni pour la renaissance et l'Emergence du Congo (BUREC), pense que c'est le résultat de l'idéologie mise en place dès la création de ce jeune parti politique.

**Ebola : 8 personnes sur 10 guéries en une semaine au centre de traitement de Butembo.** Le ministère de la Santé annonce un nombre record des personnes guéries et sorties du centre de traitement Ebola à Butembo (Nord-Kivu). Selon son décompte quotidien, 8 malades sur 10 admis au centre de traitement en sont guéris en l'espace d'une semaine. Le coordonnateur national des centres de traitement et responsable pays de la prise en charge des malades encourage les populations à faire plus confiance à la prise en charge de malades qui sont vite diagnostiqués.

**La Fondation katangaise sollicite l'implication de Félix Tshisekedi dans le retour de Katumbi.** La Fondation katangaise, appelle le président de la République à faire appliquer l'accord de la Saint-Sylvestre afin de rendre possible le retour au pays de l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi. Cette recommandation a été faite au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 10 avril à Lubumbashi, par les membres de cette association socio-culturelle. « La Fondation katangaise prie au Président Félix Tshilombo d'appliquer en intégralité les mesures de décrispation politique en nous assurant, le retour dans les meilleurs délais et en homme libre, de notre fils Moïse Katumbi sur le sol de ses ancêtres. Nous tenons à remercier et féliciter le Président de la République pour avoir autorisé la délivrance du passeport à Moïse Katumbi », a indiqué Raphaël Mututa, président de la Fondation katangaise.

**Bukavu : sit-in de la société civile à la Snel pour dénoncer la surfacturation.** Le bureau urbain de la société civile de Bukavu, a organisé un sit-in mercredi 10 avril devant les installations de la Société nationale d'électricité (Snel) du Sud-

Kivu. Un mémorandum a été remis au directeur provincial de la Snel. Pour le président urbain de la société civile du Sud-Kivu, Zozo Sakali, les abonnés de la Snel ne doivent plus « continuer à payer l'énergie électrique qu'ils n'ont pas consommée ».

**Médias : environ 80 journalistes de Télé 50 relâchés après leur interpellation par la police.** Eric Lukoki, membre du comité syndical provisoire de Télé 50, explique que les journalistes manifestaient contre l'ordre donné par leur directeur général Jean-Marie Kasamba, leur interdisant l'accès aux locaux de cette entreprise audiovisuelle. Autre grief contre Jean-Marie Kasamba : son refus de mettre en place un syndicat au sein de l'entreprise Télé 50. Dans sa relation des faits, il fait savoir que la Police nationale congolaise (PNC) est venue avec l'ordre d'arrêter une dizaine de journalistes, notamment Caddie Kulab, Matthieu Kamango ou encore Jolie Diyoka. C'est par solidarité que tous les autres, présents sur le lieu, ont été embarqués. Dans l'ensemble, c'était environ 80 journalistes, dit-il. « La police aurait dû nous amener dans leurs locaux pour établir le procès-verbal, identifier ceux qui ont été interpellés. Vers 19h, on nous a demandé de rentrer, parce qu'on ne pouvait pas nous retenir. Celui qui nous accusait ne pouvait pas se présenter », raconte Eric Lukoki.

**HRW encourage Félix Tshisekedi à faire de la défense des droits humains sa priorité.** Dans un courrier adressé jeudi 11 avril au chef de l'Etat, Human Rights Watch (HRW) a formulé dix recommandations essentielles pour améliorer les droits humains dans le pays. Parmi ces recommandations : Démettre de leurs fonctions les officiers des forces de sécurité et les autres responsables ayant commis des abus ; Faire appliquer les droits à la liberté d'expression, de réunion et d'association ; Mettre fin à l'ingérence dans le système judiciaire ; Garantir la progression des poursuites à l'encontre des personnes responsables des pires abus ; Développer une stratégie complète pour gérer la question des groupes armés. « Le président Tshisekedi est confronté à la lourde tâche de mettre fin aux cycles de violence et d'abus, alimentés par l'impunité et la corruption, qui minent la RD Congo depuis longtemps », a ajouté Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch. Kenneth Roth appelle aussi Félix Tshisekedi à « rompre de façon décisive avec l'administration abusive et corrompue de Joseph Kabila et adopter des changements systémiques qui profitent à toute la population de la RD Congo. »

#### **Vendredi 12 avril.**

**Meurtre des experts de l'ONU au Kasai: un document présente Jean Bosco Mukanda comme un chef milicien.** Le document présenté par le ministère public est le compte-rendu d'une réunion de la société civile à laquelle participe une trentaine de personnes : enseignants, responsables d'école, responsables d'églises. La rencontre a lieu le 13 février 2017 dans la salle paroissiale de Bunkonde. On y discute de la reprise des cours dans les écoles de cette cité qui est alors aux prises à l'activisme des miliciens. D'ailleurs, ces derniers participent également à la réunion. Sur la liste de présence qui accompagne le compte-rendu, dans la colonne fonction, on découvre le terme «élément» qui accompagne certains noms. Un terme qui signifie milicien. Le ministère public fait alors remarquer que le nom de l'ancien témoin vedette figure sur cette liste: Mukanda Mbuyangandu. Juste à côté la fonction: «présé élément». Traduction : président des miliciens. Pour le colonel Muwau, ce document est bien la preuve que Jean Bosco était bien le chef de la milice. Et c'est à ce titre qu'il a été convié à cette réunion.

**Laurent Batumona appelle à évaluer la coalition CACH-FCC.** Laurent Batumona, candidat malheureux à l'élection du gouverneur de Kinshasa et Directeur de campagne adjoint du président élu Felix Antoine Tshisekedi appelle à l'évaluation de la coalition Cap pour le changement (CACH), plateforme présidentielle, et le Front commun pour le Congo (FCC), de l'ancien président Joseph Kabila. « L'accord doit être évalué. Il faudrait que CACH et FCC se mette ensemble pour examiner les termes de l'accord, et se demander pourquoi on n'arrive pas à se mettre ensemble quand il s'agit d'aller aux élections. Le futur est-il radieux ou ombrageux ?», s'interroge Laurent Batumona. Il appelle le président Félix Tshisekedi à rester « vigilant » pour que le changement intervenu soit réel.

**Carlos Kalombo : "Dans quelques jours, vous n'allez plus entendre parler des LRA dans les Uélés".** Le secteur opérationnel des Fardc dans le Uélés est déterminé à mettre fin à l'insécurité provoquée par la coalition des groupes armés étrangers dans cette région, a affirmé mardi 9 avril le porte-parole du secteur opérationnel des Forces armées de la RDC dans les provinces du Haut et du Bas-Uélé, Carlos Kalombo. Carlos Kalombo fait allusion aux LRA, Mbororos, Oudas, Seleka et Janjawid qui font des incursions depuis fin mars dans certains territoires de ces provinces comme à Ango et Dungu. L'armée congolaise compte sur l'appui de la population, de la Monusco et de la société civile pour démanteler ces groupuscules résiduels.

**Radio Okapi n'émet plus à Kamina.** La société civile du Haut du Haut-Lomami demande la reprise du signal de Radio Okapi qui n'est plus diffusé dans la ville de Kamina depuis une semaine. La fin des émissions de Radio Okapi à Kamina

entre dans un plan global de désengagement progressif de la Mission onusienne dans certaines zones de la RDC. D'autres stations locales de Radio Okapi en provinces sont appelées à fermer d'ici au 30 juin 2019.

**Félix Tshisekedi en visite à Lubumbashi en proie à l'insécurité.** Le chef de l'Etat congolais qui voyageait à bord d'un vol régulier de la compagnie aérienne nationale Congo Airways s'est offert un bain de foule pour son premier voyage à l'intérieur du pays depuis son investiture en janvier dernier. La deuxième ville de la RDC connaît depuis plusieurs semaines une insécurité croissante caractérisée par des vols à mains armées mais également des viols à domicile. Les ONG locales ont récemment demandé aux autorités de renforcer les équipes de police en hommes et en matériels pour endiguer l'insécurité. Justicia ASBL a pour sa part accusé ouvertement l'ancien chef de guerre, Gédéon Kyungu, d'entretenir une milice à l'origine des crimes enregistrés dans la ville. Ce qu'a aussitôt réfuté le parti politique de ce dernier.

**Beni : une attaque des ADF fait 6 morts.** Six personnes sont mortes et plusieurs autres disparues dans l'attaque perpétrés par des ADF la nuit du jeudi à vendredi 12 avril dans la chefferie de Watalinga. Ces rebelles ADF ont d'abord fait une incursion dans le village Kyanimbe où ils ont tué le chef du village et enlevé plusieurs personnes. Les sources militaires dans la zone affirment qu'une autre attaque de ces rebelles a eu lieu ce vendredi matin à l'ouest de Kamango dans le parc national des Virunga avec un bilan provisoire de six civils tués. La société civile indique que toute la zone se vide de ses habitants qui craignent pour leur sécurité.

**Lubumbashi : 53 présumés bandits présentés au chef d'État-major des Fardc.** Ces hommes arrêtés par la police seraient parmi ceux qui sèment la terreur dans la capitale cuprifère et ses environs. Des armes à feu ont aussi été saisies. Depuis le début de cette année, des actes de cambriolages suivis de tueries et viols ont maintes fois été enregistrés à Lubumbashi.

**Nord-Kivu : le prévenu Tcheka avoue un viol collectif à Luvungi, mais nie sa participation à ce crime.** Pour la première fois depuis le début de son procès, le prévenu Tcheka a avoué, jeudi 11 avril, devant la Cour d'appel à Goma, qu'il y a eu viol collectif dans la localité de Luvungi en juillet 2010. Toutefois, il ne reconnaît pas sa propre participation à ce crime de guerre. A la 24ème audience, le prévenu Tcheka a, en outre, affirmé que sa propre tante y serait d'ailleurs décédée à la suite des traumatismes subis.

**Beni : le député national Albert Baliesima condamne le meurtre de six civils.** Six personnes sont mortes et plusieurs autres disparues dans l'attaque perpétrés par des rebelles ougandais de l'ADF, dans la nuit de jeudi à vendredi 12 avril dans la chefferie de Watalinga. Ces rebelles ADF ont d'abord fait une incursion dans le village Kyanimbe où ils ont tué le chef du village et enlevé plusieurs personnes. « Cette situation nous réfère à la situation qui est arrivée en 2013 et 2014, où la population était obligée de quitter cette chefferie pour se réfugier en Ouganda. Et une bonne partie de la population reste encore dans le camp des refuges de Kwangali. Comme la chefferie de watalinga est juste à la frontière avec l'Ouganda et cette situation risque de déverser cette population encore en Ouganda pour être des réfugiés », fait-il savoir. Il indique qu'il est inacceptable que les populations de Beni continuent à fuir dans d'autre pays, car elles ont droit à la sécurité par les Fardc.

**Samedi 13 avril.**

**Election de gouverneur : au second tour, le plus âgé sera proclamé en cas d'égalité de voix (Ceni).** Dans son communiqué publié vendredi 12 avril, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) convoque pour les élections des gouverneurs, les députés provinciaux pour un second tour, samedi 13 avril, avec les listes arrivées en tête du premier tour. Ce scrutin se déroulera dans les provinces du Haut-Lomami, Kasai-Central, Nord-Ubangi et la Tshopo. La Commission électorale rappelle que ce second tour est organisé parce qu'aucune majorité absolue n'a été atteinte au premier tour. Elle rappelle qu'au second tour, « la liste qui arrive en première position est proclamée élue gouverneur », conformément à l'article 170, alinéa 2 de la loi électorale. « En cas d'égalité des voix, la liste dont le candidat gouverneur est le plus âgé l'emporte suivant l'alinéa 3 de la même disposition de la loi électorale », ajoute la Ceni.

**Félix Tshisekedi préside la réunion du Conseil supérieur de la défense à Lubumbashi.** La réunion de ce matin est essentiellement consacrée à la situation sécuritaire préoccupante dans la ville de Lubumbashi. Des mesures importantes sont attendues pour rétablir la quiétude et rassurer la population, annonce la Presse présidentielle. Prennent part à cette importante réunion sécuritaire, le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur et le Haut Commandement de l'armée et de la Police. La ville de Lubumbashi connaît depuis plusieurs semaines une insécurité croissante caractérisée par des vols à mains armées mais également des viols à domicile.

**Election du gouverneur au Maniema : le candidat malheureux Hubert Kindanda demande l'annulation des résultats.** Le candidat malheureux à l'élection de gouverneur de la province du Maniema, le député Hubert Kindanda Kishabongo, a introduit vendredi 12 avril à la cour d'appel de Kindu une requête en contestation des résultats de ces élections. Il demande que ces élections soient annulées. Ses avocats conseils dénoncent « des irrégularités graves » qui ont caractérisé l'élection du gouverneur au Maniema. Il affirme que les grands électeurs ont été séquestrés.

**Kasaï Central : élu gouverneur, Martin Kabuya place son mandat sous le signe du travail et de la paix.** Il est élu avec 16 voix sur les 30 votants. Son challenger au second tour de ce scrutin, Valentin Ngandu du PPRD a obtenu 14 voix. « .  
« Aujourd'hui, le Kasaï Central commence une nouvelle ère. Nous devons nous mettre debout pour aller de l'avant. Je lance un message de paix, de concorde, d'amour et surtout un message d'espoir. Avec moi, le peuple du Kasaï Central va écrire une nouvelle page de l'espérance. Nous devons nous mettre au travail. Je suis le gouverneur de tout le monde ».

**Election du gouverneur du Sankuru : le quorum toujours pas atteint.** Jusqu'à 12 h locales, seulement 9 députés sur un total de 25 sont dans la salle des plénières. « Il y a eu un petit couac au niveau de la communication. Le président a responsabilisé le rapporteur de l'assemblée provinciale de nous communiquer qu'il y aura une réunion de vote aujourd'hui. Ce matin, le président lui-même a pris l'initiative de communiquer à la Radio qu'il n'y aura pas plénière. Ce qui a créé la confusion. Mais ce n'est pas l'assemblée provinciale qui décide qu'il n'y aura pas élection. C'est à la Ceni de nous communiquer », indique Justin Omokala.

**Lubumbashi : 2 morts après une incursion des Mai-Mai au quartier Plateau Mukunto.** Le quartier plateau Mukunto est situé à près de 10 km du centre-ville de Lubumbashi. C'est la population qui a donné l'alerte au chef de quartier vers 5h du matin ce vendredi. Léonard Kabondo Lenge affirme que certains éléments portaient des armes à feu, d'autres des armes blanches, notamment des flèches, des couteaux et des machettes. Ils ont tenté de se diriger vers le centre-ville. Le chef du quartier a alors alerté les responsables de l'armée. Très vite, des éléments des Fardc sont envoyés en renfort pour mettre en déroute ces forces négatives.

**Louis Marie Wale élu gouverneur de la Tshopo, Marcel Lenge au Haut Lomami.** Il a obtenu 17 voix sur les 27 votants. Dans le Haut Lomami, Marcel Lenge Masangu Mpoyo, candidat indépendant, a été élu gouverneur de province à l'issue du second tour. Il a obtenu 16 voix contre 12 voix pour Kalenga Mwenzemi, le gouverneur sortant du Front commun pour le Congo.

**Masisi : la Monusco lance un projet pour la réinsertion de 105 ex-combattants.** La Monusco et le Fonds mondial pour la nature (WWF) ont lancé vendredi 11 avril à Kitshanga en territoire de Masisi (Nord-Kivu) un projet qui offre un emploi à plus de 200 personnes, dont 105 ex-combattants démobilisés. Cela permet leur réinsertion socio-économique. Ce projet vise la production de la braise écologique pour le développement local. Selon les initiateurs dudit projet, l'objectif est à la fois environnemental, social et sécuritaire. « Ce projet vise le reboisement de 140 ha, la formation des 20 apiculteurs, l'implantation des ruches pour la production du miel. Ces activités constitueront une ressource financière pour les années à venir. Le charbon des bois va être produit en dehors du parc national des Virunga », détaille Olivier Kamuzinzi. Pendant les 6 mois, les ex-combattants, femmes et jeunes à risques, vont être répartis dans le reboisement, la production du miel des abeilles et la récolte des reboisements implantés depuis 2007 dans la zone par WWF dans son programme Energie durable pour la production de 100 tonnes de charbon de bois écologique libre de toute origine illicite.

**Dimanche 14 avril.**

**Insécurité à Lubumbashi : le Conseil supérieur de la défense constate un déficit craint d'encadrement des hommes de troupes.** « Il a été constaté un déficit criant d'encadrement des hommes de troupes, aussi bien de la police que l'armée tournés vers les détachements dans les gardiennages et dans les sociétés minières et l'insuffisance des moyens logistiques. Le conseil supérieur de la défense a décidé la suppression de tout détachement des policiers, des militaires ainsi que des éléments de la garde républicaine dans les gardiennages et dans les sociétés minières. Cette décision ne concerne pas seulement le Haut-Katanga, mais toute l'étendue du territoire national », a indiqué Michel Bongongongo, le ministre intérimaire de la Défense.

**Félix Tshisekedi décide de procéder à la permutation des officiers au sein de l'armée et de la police.** « Le Conseil supérieur de la défense a entendu le rapport du chef d'Etat-major général et du commissaire général de la police nationale congolaise en ce qui concerne l'administration et logistique, les opérations, la formation, le cantonnement et la couverture

médicale. En ce qui concerne l'administration, le président de la République a décidé de procéder à la permutation des officiers et à la relève des troupes au sein de l'armée et de la police », a rapporté Michel Bongongo qui a lu le communiqué final de la réunion. En ce qui concerne le social, le Président de la République a décidé de procéder à l'amélioration du bien-être du militaire et du policier et la régularisation des grades, a noté M. Bongongo.

**Yumbi : la paix durable passe par la réconciliation et la restauration de l'autorité de l'Etat (Conseil de défense).** « A Yumbi, les enquêtes se poursuivent normalement sur le plan judiciaire et les instigateurs sont en train d'être interpellés. Le Président de la République a instruit le gouvernement de poursuivre les efforts pour la réconciliation de deux communautés et la restauration de l'autorité de l'Etat en vue d'une paix durable », a rapporté Michel Bongongo, ministre de la Défense qui a lu le communiqué final de la réunion du Conseil supérieur de la Défense. Le Conseil a aussi pris connaissance du rapport de l'auditeur général militaire sur la situation à Yumbi. Il ressort de ce rapport que la situation est relativement calme. Il a été constaté que la population de Yumbi et environs ont voté calmement. Quant au retour des déplacés, il se fait progressivement.

**Sankuru : l'élection du gouverneur aura lieu le 15 avril.** « Considérant que dans la province du Sankuru, le quorum des deux tiers au moins des membres qui composent l'assemblée provinciale n'a pas été atteint, qu'en pareil cas, l'assemblée provinciale doit être convoquée dans les deux jours qui suivent pour délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents, conformément à l'article 169 alinéa 2, de la loi portant organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales, l'organisation de l'élection des gouverneur et vice-gouverneur de la province du Sankuru aura lieu le 15 avril », indique un communiqué de la Ceni publié le samedi 13 avril. Le camp de Lambert Mende, unique candidat retenu sur la liste de la Ceni, accuse le président du bureau de l'assemblée provinciale du Sankuru de bloquer l'organisation du vote. Allégations rejetées par l'incriminé. Benoit Olamba, joint de Lusambo par Radio Okapi fustige la « cacophonie » qu'entretient la Ceni.

**Ituri : la Monusco réhabilite des routes pour consolider la paix au sud d'Irumu.** La Monusco a financé le projet de réhabilitation de trois axes routiers de dessertes agricoles dans la chefferie de Walendu Bindi au sud du Territoire d'Irumu. Environ 450 ex combattants et des jeunes à risque qui vont servir de mains d'œuvres sont ciblés par ce projet qui a été lancé vendredi 12 à Gety à 60 km au sud de Bunia. Selon le chef de bureau intérimaire de la Monusco à Bunia, ce projet dont le coût est d'environ 300 000 USD vise notamment la réduction de violences au sud d'Irumu. Ces travaux de réhabilitation concernent les axes routiers Kombokabo-Songolo, Kaswara-Bavi et Soke-Bavi long d'environ 39 km. Le ministre provincial des travaux publics et infrastructures, Lomo Wamukaika, indique que cette action de la MONUSCO va permettre de désenclaver ces entités et accroître la production agricole pour le développement de cette zone affectée par les conflits armés.

**Nord-Kivu : Félix Tshisekedi attendu à Goma depuis 9 h locales.** Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi est attendu ce dimanche depuis 9h à Goma, deuxième étape de sa première tournée dans les provinces du Pays depuis sa prise du pouvoir. Le Président devrait avoir un bref séjour à Goma avant de visiter aussi la zone de Beni dans le Grand-nord de la province qui fait face depuis plusieurs mois à l'insécurité et à l'épidémie de la maladie à Virus Ebola.

**Goma : David Gressly inaugure le nouvel entrepôt de la ration alimentaire des contingents Monusco.** Situé dans le site RVA de la mission, ce bâtiment d'environ 5000 m2 constituera la principale infrastructure de stockage, en transit, des rations alimentaires destinées aux différentes bases militaires de la Monusco, dans leurs zones respectives de déploiement. Mais aussi, ce projet a une grande potentialité d'emplois en faveur des jeunes congolais, a indiqué M. David Gressly. Ce projet de la logistique alimentaire de la Monusco sera géré, dans un partenariat de sous-traitance, par l'entreprise Hashi Energie.

**Mgr Ambongo aux jeunes : « Placez votre confiance en Dieu et non sur les politiciens qui ne cherchent que leurs intérêts ».** Il a appelé les jeunes à combattre les anti-valeurs. « Chers jeunes, placez votre confiance et votre espérance en Dieu et non sur les hommes ; encore moins sur les politiciens de notre pays qui ne cherchent que leurs intérêts personnels et partisans. Nous n'avons pas à poser notre regard sur des humains, d'autant plus que dans notre société, il n'y a plus des modèles.... Pour travailler à la transformation de notre société, vous devrez vous revêtir de la vertu d'humilité. Personne n'est plus capable de reconnaître les capacités et les mérites des autres. Les fausses richesses, les fausses gloires et les fausses puissances ont enivré l'esprit de beaucoup de nos compatriotes, leur donnant l'illusion que tout leur est permis, les conduisant aux actes odieux : corruption, vols, tueries, tricheries, dépravations sexuelles... Chers jeunes, vous êtes le présent et l'avenir, l'espérance de notre église et de notre pays. Sur vous repose nos attentes et nos espoirs. Ne le brisez pas. Aujourd'hui, toute l'Eglise vous dit, n'ayez pas peur. Que rien ne vous trouble. Car vous n'êtes pas seuls. Jésus est avec

vous et vous rassure. Gardez vives votre détermination et votre espérance. Soyez des jeunes courageux et qui ont confiance en leur capacité de transformer notre société en un monde meilleur ... Je vous convie spécialement aujourd'hui et je laisse entre vos mains la mission, la responsabilité de combattre partout où vous êtes les fléaux de la corruption, de tribalisme, la tricherie, le mensonge que les adultes de notre société ont tendance à ériger en vertus. N'acceptez pas qu'on utilise votre jeunesse pour favoriser une vie superficielle, une vie médiocre qui confond l'apparence et la vérité ».

### **Lundi 15 avril.**

**Kinshasa : le contrôle technique des véhicules repoussé à juin.** Le contrôle technique qui devrait débiter lundi 15 avril dans la ville de Kinshasa est renvoyé à juin 2019. L'inspecteur provincial de la police affirme que le gouvernement provincial, initiateur de cette opération, accorde un moratoire de deux mois aux détenteurs de véhicules pour se conformer à cette disposition. L'objectif du contrôle technique est de minimiser les risques d'accidents dus aux défaillances techniques des engins roulants. Après le contrôle, les voitures en panne, devront être réparés dans un délai d'environ 15 jours, avant de revenir au Centre pour un dernier check-in technique. C'est seulement après ce dernier contrôle que les automobilistes concernés pourront bénéficier d'un Procès-verbal de contrôle technique automobile, attestant que le véhicule est en bon état.

**Nord-Kivu : les Farde appellent les groupes armés à une « reddition sans condition ».** Les Forces armées de la RDC en opérations dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) ont appelé, dimanche 14 avril, tous les combattants Maï-Maï, encore actifs dans cette contrée à une « reddition sans condition ». « L'heure a sonné. Que nos frères sortent et se rendent. Nous allons bien les accueillir, nous allons vivre ensemble et personne ne sera poursuivi. A Kinigi par exemple, en ce moment, les combattants du groupe Nyatura sont très nombreux à se rendre. Certains, avec qui nous étions dans l'armée, me demandent si je ne vais pas les poursuivre maintenant qu'ils se sont rendus ! Moi aussi, je vous demande de vous rendre nombreux. Venez pour qu'ensemble, nous puissions former une armée unie, une armée républicaine », a dit le colonel Dido Vhalinande, de la 34e région militaire, qui dirige ces opérations dans le Masisi.

**Recrutement des jeunes pour une formation à l'académie de police arabe d'Egypte.** Les candidats désireux de s'inscrire devront se présenter au bureau des ressources humaines de la PNC au commissariat général de la police du lundi 15 avril au mercredi 17 avril munis de leur certificat de bonne vie et mœurs. « Le candidat doit être détenteur d'un diplôme d'Etat, de sexe masculin. Ces candidats doivent être ceux qui jouissent d'une bonne vie et de bonnes mœurs, qui ont un état de santé satisfaisant. Ils vont passer par un test psychologique, médical et psycho professionnel. Le concours comprend l'évaluation de connaissance, l'aptitude physique, ... Ce sont des préalables que les candidats doivent remplir », a précisé le général Jean Bosco Ndonga.

**Bientôt un comité pour éradiquer les tracasseries aux frontières.** « Après échanges sur le désordre causé par la multiplicité d'autres services, essentiellement militaires, il a été décidé de l'instauration de l'autorité de l'Etat dans le poste frontalier de Kasumbalesa et dans tous les autres postes frontaliers de la République. Il a été aussi décidé la mise sur pied d'un Comité de surveillance devant concourir à n'avoir que les 4 services autorisés à chaque poste frontalier du pays avec le concours de l'Inspection générale de l'armée ainsi que le concours de l'Inspection générale de la police, pour des missions ponctuelles en vue de débarrasser les frontières de tous les services excessifs et mettre ainsi fin aux tracasseries qui enveniment le climat des affaires », a indiqué Azarias Ruberwa qui a lu le compte rendu de la réunion. La Direction générale des migrations, la Direction générale de douane et accises, l'Office congolais de contrôle et le service d'hygiène sont les seuls habilités à œuvrer aux frontières. Cette décision a été prise au cours d'une réunion avec les responsables des principaux services impliqués dans la gestion du poste frontalier de Kasumbalesa et les responsables des régies financières et d'autres services des frontières. En ce qui concerne la relance de la SNCC, le Président a autorisé l'utilisation des fonds constitués grâce à la redevance logistique terrestre, pour financer 13 projets d'investissement. Parmi ces projets, détaille M. Ruberwa, 8 relèvent des infrastructures ferroviaires, 4 relèvent du matériel comme des wagons commerciaux et voitures à voyageurs neuves, 1 projet concerne les vedettes rapides sur le lac Kivu.

**Fizi : deux policiers morts lors d'une attaque armée des bandits.** Deux policiers sont morts étranglés lors d'une attaque armée perpétrée par des bandits non identifiés. Les faits se sont déroulés dans la nuit de samedi à dimanche 14 avril dans une carrière d'extraction minière de l'or à Misisi, à l'extrême Sud du territoire de Fizi (Sud-Kivu). Les victimes étaient commises à la garde de ce site, sur réquisition d'un chef du village.

**L'envoyé spécial de l'ONU pour les Grands lacs en mission de deux jours en RDC.** Dans l'agenda de Huang Xia, il est prévu des rencontres avec les autorités congolaises, notamment avec les ministres des Affaires étrangères et de la Défense avant une séance de travail avec le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi. Le secrétaire général de l'ONU

António Guterres avait nommé en janvier dernier Huang Xia, de la République populaire de Chine, envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. Il succède à Saïd Djinnit d'Algérie.

**Le CRDD de Huit Mulongo demande la révision du procès des assassins de Laurent-Désiré Kabila.** « Permettez qu'on révise le procès le procès de Laurent-Désiré Kabila [ancien président de la RDC, entre 1997 et 2001, mort assassiné le 16 janvier 2001]. C'est un des éléments qui vont nous rassurer que nous sommes entrés dans un système qui permet de déboulonner l'ancien système », a affirmé Huit Mulongo, du parti politique Conscience républicaine pour la démocratie et le développement, membre de la plateforme Ensemble pour le Changement. Il dit adresser sa demande au président de la République, qui a promis « de déboulonner le système des antivauteurs passé. » Selon lui, il ne pouvait pas s'adresser « à ceux qui ont camouflé la problématique de la mort de feu Kabila. »

**Lodja : manifestations contre le report de l'élection du gouverneur du Sankuru.** Les jeunes venus principalement du quartier Essence dans la ville de Lodja ont manifesté ce lundi 15 avril leur mécontentement à la suite du report sine die de l'élection du gouverneur et vice-gouverneur du Sankuru. Ce lundi matin, ils ont dispersé les vendeurs du marché central de Lodja, chassé les élèves des lycées Dikongelo, Lokenye et des collègues Mgr Albert Yongo et saint Augustin Esemula.

**La situation sécuritaire au Nord-Kivu au centre d'une réunion sécuritaire à Goma.** Le Président de la République Felix-Antoine Tshisekedi préside ce lundi 15 avril à Goma, une réunion sécuritaire consacrée à la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu. A l'instar de Lubumbashi, des mesures spécifiques sont attendues pour restaurer la sécurité dans les territoires de Béni et Butembo. Le retour de la paix à l'Est du pays était l'une des promesses de la campagne du chef de l'Etat.

**Ituri : des hommes armés pillent l'hôpital catholique de Mambasa.** D'après le père Jean Bosco Masinda, gestionnaire de l'hôpital, c'est vers 2 h locales que ces bandits armés ont cassé les bureaux de la réception, de la comptabilité, de la pharmacie, du gestionnaire et celui du médecin. Ils ont emporté un ordinateur, quatre téléphones des malades dans la salle d'hospitalisation, des médicaments et une somme d'argent non évaluée. Ils ont également saccagé la salle d'hospitalisation, la pédiatrie et la maternité. Ce prêtre affirme que l'intervention de la police est venue quelques temps après le départ de ces hommes armés. Dans la nuit de vendredi à samedi 13 avril, ces cambrioleurs ont visité les installations de l'Institut Bernard Longo, une école secondaire située dans la même concession. Ils ont cassé la préfecture, où ils ont emporté six téléphones des élèves et une autre somme d'argent non évaluée. D'après la même source, ces bandits ont également brisé plusieurs vitres des bâtiments scolaires.

**La députée Solange Masumbuko déplore l'absence des femmes à la tête des provinces.** Après les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs tenues à travers la RDC, la députée nationale Solange Masumbuko considère que l'absence des femmes à la tête des provinces est une situation déplorable. L'élue du district de Lukunga a estimé dimanche 14 avril que le pays est encore dans "le règne du patriarcat" et évoque les cas de Mme Mwanza et de Eve Bazaiba qui n'ont pas été élues gouverneures respectivement au Sud-Kivu et dans la province de la Tshopo. La députée Masumbuko propose un système de discrimination politique qui consiste à introduire des quotas institutionnels ou des quotas nominatifs des femmes au gouvernement. Malgré l'absence d'une femme à la tête d'une province, Solange Masumbuko espère qu'une femme sera élue comme présidente de l'Assemblée nationale. L'ancienne ministre Jeannine Mabunda est pressentie candidate à ce poste.

**La sécurité, les infrastructures et l'énergie, des défis qui attendent le nouveau gouverneur élu du Kasai-central.** Le nouveau gouverneur du Kasai-Central a été élu samedi 13 avril. Martin Kabuya va trouver plusieurs dossiers sur son bureau. Il hérite d'une province qui ne s'est pas encore complètement remise des violences qui ont secoué la région du Kasai en 2016 et 2017. Une province qui fait notamment face à des problèmes de sécurité, d'infrastructures et d'énergie. Dans la région du Kasai, les violences de 2016 et 2017 ont engendré des destructions des infrastructures scolaires et sanitaires qui doivent être reconstruites ou réhabilitées. La question de la prise en charge des ex-miliciens fait aussi partie des défis auxquels va faire face Martin Kabuya. Des nombreux miliciens ont manifesté leur volonté de remettre les armes et de se réinsérer. Leur encadrement et leur retour dans la vie civile sont l'un des sujets sur lesquels le nouveau gouverneur va devoir se pencher. Mais des poches d'insécurité subsistent encore dans la province indique un rapport publié en mars dernier par l'ONG ACAT.

L'état des routes de la province et son manque d'énergie constituent un frein à son développement. Depuis leur suspension pendant l'insurrection Kamuina Nsapu, les travaux de construction du barrage de Katende n'ont toujours pas repris.

**Sud-Ubangi : Jean-Claude Mabenze élu gouverneur.** Jean-Claude Mabenze du Front commun pour le Congo (FCC) a été élu ce lundi 15 avril gouverneur de la province du Sud-Ubangi. Il a obtenu, au second tour, 15 voix sur 28 votants.

**L'envoyé spécial de l'ONU dans les Grands Lacs plaide pour la pacification de la RDC d'ici la fin de l'année.** Huang Xia a indiqué que tous les efforts seront engagés pour que soient obtenus avant la fin de l'année des résultats concrets dans la pérennisation de la paix et de la sécurité en RDC et dans la sous-région. Il a poursuivi : « Mon prédécesseur m'a laissé un héritage très important. Je pense que les acquis sont déjà-là, c'est à nous de reprendre cet héritage, et engager des actions plus concrètes, plus ambitieuses pour accompagner les organisations régionales, sous-régionales, les pays concernés, à obtenir les acquis plus importants dans l'objectif de pérenniser la paix, la sécurité, pour accompagner les pays concernés à s'engager dans un processus de développement socio-économique plus ambitieux ».

**Lusambo : liesse populaire après le report de l'élection du gouverneur du Sankuru.** La population de Lusambo, chef-lieu de la province du Sankuru, est spontanément descendue dans la rue lundi 15 avril avant midi pour manifester sa joie du fait du report sine die de l'élection du gouverneur du Sankuru. Les portes de l'assemblée provinciale du Sankuru sont restées fermées toute la journée. Le président de cette institution a confirmé la non-organisation du scrutin prévu pour ce jour ; en dépit de la démarche d'une dizaine de députés provinciaux qui ont tenté de se rendre au secrétariat exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) pour exiger la tenue du vote suivant les dispositions de l'article 169 de la loi électorale. Mais, la police ne leur a pas donné l'occasion d'accéder dans l'enceinte de la Ceni, leur expliquant qu'ils n'y étaient pas attendus.